



De l'Algérie combattante à l'Algérie nouvelle Pages 4/5

LES MINISTRES FACE AUX MÉDIAS

La réalité de l'emploi en Algérie



© Photo : D.R

Le colloque, organisé à Ben Aknoun, dans la salle de conférence de la CNAS (Caisse nationale des assurances sociales), par le ministère de la Communication, sur la réalité de l'emploi en Algérie, a permis d'avoir des chiffres et un éclairage officiels sur ce thème mais aussi connaître l'avis des ministres sur certaines questions qui se posent dans l'opinion publique. Le colloque s'est déroulé en deux parties : les exposés des ministres puis les questions des responsables de médias. Lire en page 2

L'ALGÉRIE ET L'UE VOIENT L'AVENIR EN VERT

Un nouveau programme de coopération à 15 millions d'euros

Page 3



ÉQUIPE NATIONALE
Gouri et Belloumi, les nouveautés de Belmadi

Page 15



L'ENTITÉ SIONISTE EN ÉTAT DE GUERRE
L'occupant israélien transforme El Qods en caserne militaire Page 6

ANGOLA

Suppression de visa touristique à 98 pays dont l'Algérie

L'Angola a décidé d'exempter de visa 98 pays dont 14 africains, pour les voyages à but touristique d'une durée de 30 jours par entrée et 90 jours par an. La décision est contenue dans un décret publié en début de mois d'octobre. Les autres types de visas tels que les permis de travail, d'études, de traitement médical ou de séjour restent par contre en vigueur pour tous les ressortissants étrangers, selon l'Agence Ecofin qui rapporte l'information. Selon la même source, les pays africains concernés sont la Tanzanie, l'Eswatini, le Maroc, le Lesotho, le Rwanda, le Zimbabwe, la Guinée équatoriale, le Botswana, Madagascar, le Malawi, la République mauricienne, les Seychelles, le Cap-Vert et l'Algérie.

EX-TWITTER

Elon Musk fait disparaître les titres des articles de presse partagés sur X

Depuis jeudi, les médias ont constaté que les liens et articles de presse partagés sur la plateforme X (ex-Twitter) n'apparaissent plus désormais que sous la forme d'une image, sans titre ni description, une disparition justifiée par Elon Musk pour des raisons « esthétiques ». Le changement d'interface généralisé entre le 3 et le 4 octobre avait déjà été repéré par certains médias lors d'une phase de test à la mi-août, selon l'agence AFP. Elon Musk l'avait alors assumé : « Cela vient directement de moi. L'esthétique (du réseau social) s'en trouvera grandement améliorée », avait-il écrit.

SAISON ESTIVALE

214 décès par noyade

214 personnes sont mortes par noyade lors de cette saison estivale, majoritairement dans les plages interdites à la baignade ou en dehors des horaires de surveillance, selon le bilan donné lors d'une conférence de presse conjointe entre la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN), le Commandement de la Gendarmerie nationale et la Direction générale de la Protection civile (DGPC). Cent-onze (111) cas de décès par noyade ont été enregistrés au niveau des plages interdites à la baignade et 103 autres dans les plages surveillées dont 38 en dehors des horaires de surveillance, selon le bilan de la DGPC, qui a souligné que le bilan le plus lourd a été enregistré au mois de juillet avec 104 morts.

Les ministres face aux médias

La réalité de l'emploi en Algérie

Le colloque, organisé à Ben Aknoun, dans la salle de conférence de la CNAS (Caisse nationale des assurances sociales), par le ministère de la Communication, sur la réalité de l'emploi en Algérie, a permis d'avoir des chiffres et un éclairage officiels sur ce thème mais aussi connaître l'avis des ministres sur certaines questions qui se posent dans l'opinion publique.

Le colloque s'est déroulé en deux parties : les exposés des ministres puis les questions des responsables de médias. Après l'ouverture du colloque par le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, le premier à intervenir a été, naturellement, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, directement concerné par la problématique de l'emploi en Algérie. Il a donné de nombreux chiffres qui indiquent les progrès réalisés par l'Algérie : plus de 26.000 jeunes ont été intégrés dans des postes permanents dans le cadre de l'opération d'intégration des diplômés depuis son lancement jusqu'au 13 septembre 2023 ; plus de 321.000 bénéficiaires du Système d'aide à l'insertion professionnelle dans les établissements et administrations publiques ont été intégrés dans des emplois permanents sur un total de 325.602 concernés, soit un taux de 98,74% ; plus de 2,026 millions de jeunes ont bénéficié d'une intégration au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, dont 141.000 ont bénéficié d'une formation professionnelle ; 334.000 offres d'emplois ont été recensées auprès des entreprises, dont plus de 232.000 concrétisées. Fayçal Bentaleb a également fait part de mesures souveraines qui confirment le caractère social de l'Etat algérien.

Lui succédant, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, a mis l'accent sur la philosophie de la politique de l'emploi qui se réfère à la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954. Elle place le citoyen au cœur de toutes les préoccupations, a-t-il dit. C'est ce que prouvent toutes les politiques publiques mises en œuvre en Algérie, a-t-il ajouté. Pour sa part, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a expliqué que « les décisions historiques et exceptionnelles prises par le président de



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamal Badari, a confirmé que le secteur a connu un «bond sans précédent» en matière d'emploi. (Photo:DR)

la République dans le domaine de la promotion scolaire ont permis d'augmenter le niveau des ressources humaines qualifiées. Il a cité l'emploi de plus de 9.000 enseignants pour la langue an-

glaise au niveau du primaire, et 12.877 professeurs de sport et d'éducation physique. Autres chiffres : le nombre d'emplois externes (recrutement) est de 240.738 et celui des promotions

pour le personnel enseignant est de 47.502 et 21.770 pour le personnel administratif. Par ailleurs, Abdelhakim Belaabed a confirmé que les écoles privées sont tenues de mettre en œuvre, en vertu de la loi, le programme national exclusivement. Il a regretté que cette question de l'interdiction de l'enseignement de programmes étrangers dans les écoles privées algériennes ait pris d'autres dimensions en dehors du contexte dans lequel elle est intervenue. Le ministre a indiqué qu'il existe en Algérie 680 écoles d'enseignement privé accréditées par le ministère de l'Éducation nationale et que la volonté de l'Etat est forte de soutenir ces écoles, et de les accompagner en leur fournissant tous les outils nécessaires à la réussite de leur travail. Il a précisé que « ces écoles sont régies par l'Ordonnance du 23 août 2005, ainsi que par la loi du 23 janvier 2008. Toutes ces lois ordonnent que le programme de l'éducation nationale soit appliqué dans ces établissements d'enseignement. Le ministre a souligné que toutes les langues étrangères sont les bienvenues et qu'aucune langue n'est ciblée, car l'utilisation des langues dans l'enseignement constitue un acquis pour l'école algérienne. De son côté, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamal Baddari, a confirmé que le secteur a connu un «bond sans précédent» en matière d'emploi, notamment pour les titulaires des diplômes de maîtrise et de doctorat. A titre d'exemple, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a souligné le recrutement

Affronter la désinformation

Devant l'insuffisance de communication entre les médias algériens et les membres du Gouvernement, le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a pris l'initiative d'organiser une conférence sur l'évaluation des opérations de recrutement dans différents secteurs à laquelle ont pris part le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, et le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, ainsi que les responsables des médias et des journalistes.

Samedi, dans la salle de conférences de la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) à Ben Aknoun, en présidant l'ouverture de la conférence, Mohamed Laagab a expliqué le sens de son initiative qui vise à fournir aux médias et à l'opinion publique, les chiffres et les avis officiels à partir de la source la plus habilitée à les donner, les ministres eux-mêmes. Les ministres et les responsables de médias qui ont intervenu au cours de cette conférence, qui a duré quelque trois heures, ont tous salué cette initiative et ont souhaité qu'elle devienne une tradition. Il s'agit de combattre la désinformation qui tend à jeter le doute sur les réalisations de l'Algérie en matière de création d'emplois, notamment. Mohamed Laagab a affirmé que l'Algérie, sous la conduite du Président Abdelmadjid Tebboune, «a fourni des efforts importants» dans le domaine de l'emploi, estimant que ces efforts «sont peu connus».

Cette conférence se veut une occasion pour les ministres des secteurs concernés de présenter les chiffres réels «qui reflètent la réalité», a-t-il ajouté, soulignant que ces chiffres ont été réalisés «dans un contexte international tendu en raison notamment de la pandémie du Covid-19». Le ministre de la Communication a annoncé que cette initiative peut se renouveler. En effet, Mohamed Laagab, a révélé que son secteur organisera des séminaires analytiques et thématiques. Au cours de ces séminaires, des analyses formelles seront fournies qui profiteront à l'opinion publique et lutteront contre la désinformation et la propagande hostile à l'Algérie. Le ministre de la Communication a également expliqué que ces séminaires peuvent être thématiques. Dans le même temps, le ministre a déclaré : «Nous sommes prêts à interagir avec tous les médias, car le premier et le dernier objectif est de fournir des informations aux citoyens». Ces séminaires seront organisés soit à l'initiative du ministère de la Communication ou de tout autre ministère, et même à l'initiative des médias. L'essentiel étant de répondre aux questions qui se posent dans l'opinion publique.

L. A.

REPÈRE

Cherfa

Remboursement de 84% des billets d'avions suspendus en raison de la pandémie

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, s'est exprimé, jeudi, sur le remboursement des billets de vols et de traversées maritimes suspendus en raison de la pandémie de la Covid-19. Le ministre a été interrogé à ce sujet par le député Fares Rahmani (indépendant) lors d'une séance plénière à l'APN consacrée aux questions orales.

En réponse, M. Cherfa a fait état du «remboursement de plus de 84% du total des billets d'avion vendus, à savoir 600.000 billets, d'une valeur de 2 milliards DA».

Pour ce qui est du transport maritime, M. Cherfa a fait part du «remboursement de plus de 1.150 clients soit un montant de 150 millions DA», rassurant que «l'opération s'étalera jusqu'à la fin de l'année pour les transports maritime et aérien». Par ailleurs, M. Cherfa a indiqué que les préparatifs en prévision de la prochaine saison estivale débuteront à partir de janvier 2024, annonçant que la flotte aérienne sera renforcée avant la fin de l'année, avec l'affrètement d'avions de types «Boeing» et «Airbus», en attendant la réception des aéronefs acquis.

Les navires «Tariq Ibn Zyad» et «El Djazair» sont en ce moment au niveau des chantiers de l'Entreprise nationale de réparation navale (ERENAV) pour rénovation, a fait savoir le ministre, affirmant que les navires «Tassili» et «Bordj Badji Mokhtar» sont concernés également par la rénovation. Un navire d'une capacité de 2.000 places sera affrété pour renforcer la flotte maritime.

L'Entreprise nationale de transport maritime des voyageurs (ENTMV) a mis en place une plateforme numérique pour les réservations 100% algérienne qui est entrée en service depuis une semaine, a-t-il rappelé.

de plus de 8.000 maîtres-assistants classe B et annoncé que 1.904 maîtres-assistants hospitalo-universitaires le seront au cours des mois d'octobre et de novembre de cette année, portant ainsi le nombre global à 10.000 nouveaux enseignants avant la fin de l'année en cours. Le secteur connaît, pour la première fois depuis l'indépendance, le recrutement de ce grand nombre d'enseignants, ce qui améliorera la qualité de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Lakhdar A.

Voir sur Internet
www.lnr.dz.com

L'Algérie et l'UE voient l'avenir en vert

Un nouveau programme de coopération à 15 millions d'euros

L'Union européenne (UE) et l'Algérie scellent un partenariat stratégique dans le domaine des énergies renouvelables, affirmant leur volonté commune de collaborer ensemble pour le développement de l'hydrogène algérien et de l'électricité, projetant d'«étendre la coopération à l'exploration, la production et l'utilisation de matériaux rares, notamment comme intrants dans l'industrie des composants d'installation pour la production ou le stockage d'énergie renouvelable».

Il a été convenu, dans cette perspective, la mise en œuvre d'un nouveau programme de développement des énergies renouvelables d'une valeur de 15 millions d'euros. Satisfaite des résultats «positifs» du programme "Taqa Nadiya" qui a pris fin au mois d'avril écoulé, d'une valeur de 11 millions d'euros (contribution de l'UE et 1 million d'euro de l'Algérie), l'Union européenne décide de renforcer et d'approfondir la coopération énergétique avec l'Algérie, fournisseur incontournable des pays européens en gaz naturel. Les mécanismes et les outils de renforcement de cette coopération ont été discutés lors de la réunion du Dialogue politique de Haut niveau, tenue à Bruxelles, en Belgique, en présence du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab. Les deux partenaires historiques souhaitent, dans cette perspective, «explorer la possibilité d'établir un accord de coopération sur l'hydrogène afin d'identifier des actions concrètes et des projets dans ce domaine de partenariat», selon le communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines. Ceci confirme la volonté



■ L'Algérie et l'UE souhaitent «développer et renforcer les relations énergétiques tout en respectant l'équilibre des intérêts entre les deux pays». (Photo : D.R)

de l'Algérie qui ambitionne à devenir la batterie de l'Europe et conforte sa position de fournisseur durable de l'Europe (gaz, hydrogène, et électricité). L'Italie et l'Allemagne ont déjà pris les devants. L'Allemagne a conclu avec l'Algérie un accord (décembre 2022) pour livrer de l'hydrogène à partir de 2030 et de développer cette filière dans le pays. De son côté, l'Italie, principal client de l'Algérie, a décidé d'investir dans la production et l'export de l'hydrogène vert ou bleu vers l'Europe et de relancer mutuellement le projet du Gazoduc Galsi qui devrait atteindre l'Italie depuis l'Algérie via la Sardaigne et déboucher en Toscane ainsi que le projet de réalisation d'un câble sous marin électrique pour exporter de l'électricité vers l'Italie et vers d'autres pays européens. Ce projet intéresse l'Union européenne qui cherche à accélérer sa transition énergétique et ga-

rantir la sécurité énergétique des pays membres, qui luttent depuis le début de la guerre en Ukraine contre la précarité énergétique. L'Algérie s'est dite prête à exporter son excédent de production d'électricité vers l'Europe, via un câble sous-marin. L'UE promet d'accélérer les discussions «sur la coopération dans le domaine de l'électricité, en particulier sur l'interconnexion entre les réseaux électriques européens et algériens et les échanges transfrontaliers, et de renforcer ses efforts pour augmenter et accélérer le déploiement des énergies renouvelables ont été mis en avant, avec l'hydrogène comme domaine prioritaire pour stimuler la transition verte», indique le même communiqué. L'Union européenne souhaite investir davantage en Algérie dans le secteur des énergies renouvelables. La coprésidente de la Commission à l'énergie de la Commission de l'Union euro-

péenne, Kadri Simson et le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab ont scellé leur coopération énergétique. Ils ont convenu, dans le même sillage, de «progresser davantage sur les émissions de méthane et l'hydrogène en facilitant et en promouvant des projets industriels pilotes, ainsi que d'organiser des ateliers réunissant des parties prenantes publiques et privées européennes et algériennes». Les deux parties souhaitent «développer et renforcer les relations énergétiques tout en respectant l'équilibre des intérêts entre l'Algérie et l'UE».

La crise énergétique qui touche particulièrement les pays européens qui s'approvisionnaient avant le début de la guerre en Ukraine auprès de la Russie, a offert à l'Algérie une opportunité tant recherchée : celle de devenir le principal fournisseur de gaz de l'Europe, mais aussi de l'électricité et de l'hydrogène à l'avenir. Le pays vise à devenir un pionnier dans la production et la commercialisation de l'hydrogène d'ici quelques années et ambitionne de fournir 10% des besoins du marché européen en la matière d'ici 2024.

Les ambitions de l'Algérie pourraient aider à accélérer la transition énergétique du pays et celle de ses alliés européens et de lutter efficacement contre les changements climatiques. L'UE tient compte des efforts de l'Algérie déployés, ces dernières années, pour lutter contre la crise climatique et accélérer sa transition énergétique et s'engage à la soutenir dans cette démarche.

Samira Takharboucht

"Shelter Afrique" se mue en Banque de développement L'Algérie veut aider à lutter contre l'habitat précaire en Afrique

A l'issue de l'Assemblée générale extraordinaire tenue, jeudi dernier, à Alger, en présence du chef du Gouvernement, Aïmene Benabderrahmane, le directeur général l'institution panafricaine de financement de l'immobilier "Shelter Afrique", Thierno Habib Hann, a annoncé «l'adoption de nouveaux statuts par les membres de "Shelter Afrique", permettant de la transformer en une banque de développement». "Shelter Afrique" «muée en banque s'appellera, désormais, «la Banque de développement Shelter Afrique».

Il a, également, annoncé, dans une déclaration à la presse, l'éventuelle «création d'un bureau régional de "Shelter-Afrique" en Algérie qui sera dédié aux pays nord-africains et du Sahel», affirmant que «ce sujet a déjà été discuté avec le Premier ministre algérien». «Des équipes techniques de son institution vont se mettre à la disposition du Gouvernement algérien pour discuter des détails de cette "offre" de l'Algérie», a-t-il ajouté. L'Algérie a réitéré, lors de cette réunion, son engagement à soutenir la lutte contre le logement et l'habitat précaire et de partager son expérience en la matière avec les pays africains. Un engagement apprécié et salué par les participants à cet événement.

Le ministre d'Etat Pius Muabilu Mbayu Mukala, du RD Congo a estimé que «l'expérience algérienne doit inspirer plusieurs autres États membres préoccupés par l'impérieuse nécessité d'administrer une cure de jouvence à la crise du logement», selon le média Forum des As, saluant la mutation de "Shelter Afrique" en banque de développement. «un changement qui vise essentiellement à créer

de l'impact dans le secteur, en rendant le logement plus accessible et en renforçant le développement urbain et les infrastructures sociales», a expliqué M. Hann, selon lequel «cette évolution permettra en outre la mobilisation de fonds pour des projets de logements résilients face aux changements climatiques, des initiatives en faveur des femmes travaillant dans le secteur de la construction, ainsi que le financement des PME et du commerce dans le domaine de l'immobilier».

Il a assuré que «les nouveaux statuts contribueront au renforcement de l'intégration africaine en favorisant les échanges entre les pays du continent dans le domaine de la construction et de l'immobilier», précisant que «pour diversifier ses offres, la Banque de développement Shelter Afrique compte développer des produits de la finance islamique. De plus, elle envisage de soutenir des projets d'infrastructures de base dans le contexte du développement urbain».

«L'Algérie est disposée à partager son expérience dans ce domaine avec les autres pays africains», a affirmé le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi qui s'est entretenu, à la veille de la tenue de l'AG de "Shelter Afrique", avec ses homologues du Nigeria, du Zimbabwe, du Kenya et de l'Ouganda. Il a exposé les grandes lignes de la politique de logement en Algérie ces dernières années, affichant la disposition du pays à accompagner ses partenaires africains pour lutter contre la précarité du logement en Afrique.

Samira Tk

FAO

Produits alimentaires

L'indice des prix reste quasi stable en septembre

Les prix alimentaires mondiaux sont restés globalement stables en septembre 2023, par rapport au mois d'août, a indiqué vendredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans son rapport mensuel publié sur son site web.

«L'indice FAO des prix des produits alimentaires a affiché une valeur moyenne de 121,5 points le mois écoulé, un niveau presque identique à celui du mois d'avant», a expliqué le rapport précisant que le recul des prix des huiles végétales, des produits laitiers et de la viande a compensé l'accroissement des prix du sucre et du maïs qui ont enregistré des augmentations significatives.

Ainsi, l'indice FAO des prix des denrées alimentaires, qui suit la variation des cours internationaux d'un panier de produits de base, a reculé de 10,7 % par rapport à son niveau enregistré il y a un an et de 24% par rapport à son niveau de mars 2022, indique le rapport. Durant la période considérée, l'indice FAO du prix des céréales a augmenté de 1%. «La hausse enregistrée durant le mois considéré s'explique par la hausse de 7% des prix internationaux du maïs après sept mois consécutifs de baisse. La FAO attribue cette baisse à la forte demande pour la récolte brésilienne, des ventes ralenties en Argentine et une hausse des prix du fret fluvial aux États-Unis due au bas niveau du fleuve Mississippi.

L'indice FAO des prix du riz a légèrement fléchi en septembre de 0,5%, mais sa valeur reste supérieure de 27,8% à celle d'il y a un an. En outre, la FAO a revu à la hausse ses prévisions pour la production mondiale de céréales en 2023, à 2.819 millions de tonnes, ce qui constituerait un record.

Cette révision est portée par le relèvement des estimations pour le blé, avec de meilleurs rendements attendus en Russie et en Ukraine grâce à des conditions météorologiques favorables.

Pour les prix des huiles végétales, ils ont baissé de 3,9% en septembre par rapport au mois d'août, ce qui marque son deuxième mois consécutif de baisse, note le rapport, expliquant ce recul de l'indice par le fléchissement des prix mondiaux des huiles de palme, de tournesol, de soja et de colza. Quant aux prix des produits laitiers, ils ont également baissé enregistrant un repli 2,3% par rapport au mois d'août. «Il s'agit de la neuvième baisse mensuelle consécutive de l'indice, qui s'est établi à 23,9% de moins que sa valeur enregistrée au même mois de l'année précédente». Les prix de viande ont connu la même tendance baissière, enregistrant un recul de 1% par rapport au mois d'août. Il s'agit de la troisième baisse mensuelle d'affilée de l'indice dont la valeur a baissé de 5% par rapport à l'année dernière. Les prix de la viande de volaille ont baissé en raison de l'abondance de l'offre chez les principaux fournisseurs mondiaux en particulier le Brésil. Les prix de la viande ovine ont baissé pour le cinquième mois de suite mais d'une manière moins marquée, sous l'effet des disponibilités élevée en Australie malgré une demande stable en Chine et au Moyen-Orient.

Agence

BRÈVE

Finance islamique

La BNA étudie le financement d'importants projets d'investissement

«La Banque nationale d'Algérie (BNA) envisage de financer d'importants projets d'investissement à travers la finance islamique, après avoir enregistré une croissance encourageante de cette activité depuis son lancement en 2020», a déclaré à l'Agence officielle la cheffe du département bancaire islamique à la Banque nationale d'Algérie, Amina Athmania. Elle a expliqué que le comité central d'étude de la finance islamique au niveau de la BNA «étudie le financement de projets d'investissement très importants», notant que le secteur bancaire a permis, depuis son lancement, du 4 août 2020 jusqu'à la mi-septembre dernier, «le financement des projets en cours de réalisation et qui seront annoncés dans les prochains mois, dans le cadre de la contribution à l'effort de développement de l'économie nationale».

Agence

Parcours victorieux de la jeunesse algérienne

De l'Algérie combattante à l'Algérie nouvelle



■ C'est dans cette puissante jeunesse, ce grand trésor humain, que le Chef de l'Etat veut l'utiliser pour bâtir une économie nationale forte et durable. Ses grandes capacités et son pouvoir de créativité vont donner un élan fort et un renforcement de taille pour solidifier l'économie nationale. (Photo : DR)

Dans les moments les plus cruciaux, dans les circonstances les plus pénibles et difficiles et dans les événements les plus douloureux qu'avaient connus et traversés l'histoire de l'Algérie, la jeunesse algérienne a toujours répondu à l'appel du devoir national et avec force, constituant l'une des capacités les plus importantes et l'un des composants de la société civiles les plus vaillants et grand défenseur du pays. De la Guerre de l'indépendance à la guerre de la modernisation, à travers l'Algérie nouvelle, l'histoire de la jeunesse algérienne est loin d'être finie, bien au contraire, elle s'est régénérée et prête à écrire de nouvelles pages de victoires.

Conscient de son symbole historique, de son passé glorieux, de son rôle primordial, de ses grandes capacités physiques et morales, de sa puissance énergétique et de ses ambitions très créatives, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et dès son investiture à l'Etat en décembre 2019, a fait le serment de rendre tout le droit spolié à la jeunesse algérienne. Un droit qui sera concrétisé par la naissance, en octobre 2021, du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ).

Un Conseil et un organe consultatif dédié uniquement et spécialement aux jeunes Algériens, voire une voie pour l'émergence des créativité et capacités de la jeunesse algérienne, pour la contribution des jeunes à la construction de la Nation, à la promotion des valeurs nationales, de la conscience patriotique, de l'esprit civique et de la solidarité sociale. A travers cette belle consécration, une grande voie est ouverte pour la jeunesse algérienne pour étaler toutes ses qualités, créativité

L'idée de bâtir un Conseil supérieur de la jeunesse est venue dans son temps en raison des changements géopolitiques qui s'agissent dans le monde. Aujourd'hui, l'apport de la jeunesse algérienne est devenu essentielle, il constitue même le socle, voire la base sur laquelle repose la construction de l'Algérie nouvelle.

et capacités pour le développement de l'économie nationale et la sécurisation de la Nation. L'idée de bâtir un Conseil supérieur de la jeunesse est venue dans son temps en raison des changements géopolitiques qui s'agissent dans le monde. Aujourd'hui, l'apport de la jeunesse algérienne est devenu essentielle, il constitue même le socle, voire la base sur laquelle repose la construction de l'Algérie nouvelle. Une véritable armée humaine remplie d'énergie, forte moralement, possédant un grand physique, très ambitieuse, où des millions de jeunes sont prêts à participer à la grande marche de la mo-

dernisation de l'Algérie nouvelle. C'est dans cette puissante jeunesse, ce grand trésor humain, que le Chef de l'Etat veut l'utiliser pour bâtir une économie nationale forte et durable. Ses grandes capacités et son pouvoir de créativité vont donner un élan fort et un renforcement de taille pour solidifier l'économie nationale.

La jeunesse algérienne, le soubassement d'une solide économie nationale

L'année 2024 arrive à grands pas, une année remplie de défis et de challenges, notamment pour l'économie nationale qui est en plein essor, voire en grande marche vers le développement et modernisation, et qui a besoin d'un renfort de taille pour pouvoir se rivaliser dans un monde plein de concurrents et se porter plus loin, voire plus haut.

La jeunesse algérienne semble être le déclencheur. L'Algérie qui possède la plus grande jeunesse au Maghreb et l'une des

plus importantes en Afrique, peut utiliser cette jeune armée humaine pour porter son économie vers le plus haut sommet et surprendre les plus pessimistes. Un pays si jeune, immense et riche de ses grands potentiels dans une économie nationale en plein chantier, dont la jeune main d'œuvre algérienne constitue l'une des solutions pour forger une souveraineté économique sûre et puissante. Un méga-recrutement d'un million de chômeurs semble être le grand déclencheur. La jeunesse ne demeure pas puisque la vieillesse prend le relais. L'une des plus grandes forces d'énergies de l'Al-

gérie c'est sa jeunesse, une main d'œuvre incontournable qui représente 75% de la population algérienne, une méga-force humaine remplie d'énergie, de grande volonté, d'ambitions, de ferveur, de courage, de bravoure et, surtout, d'amour du grand pays. C'est cette ultra-force à laquelle l'Etat doit penser et agir rapidement, surtout en ces temps de rivalités géo-économiques et géopolitiques mondiales, pour forger une puissante économie nationale et, par delà, protéger et sécuriser l'Algérie. Au moment où l'Europe, ce Vieux continent, cherche à consolider l'économie des pays membres de l'Union européenne (UE), à travers la politique du recrutement "choisi" ou dit "sélectionné", pour résoudre la grande problématique de la pénurie de la main d'œuvre en raison du vieillissement de la population européenne et le départ à la retraite des milliers de travailleurs sans assurer la relève, notamment dans les secteurs des bâtiments, des travaux publics, la restauration, l'agricole, les prestations de services et bien d'autres, en Algérie, on compte plusieurs millions de jeunes Algériens à la recherche du travail, une méga-force d'énergie qui a le pouvoir de porter l'économie nationale vers le plus haut sommet. Si l'Algérie parvient à recruter un million de jeunes chômeurs à la fois, à travers une stratégie bien pensée, parfaitement élaborée et soigneusement définie, cela va, sans aucun doute, contribuer pleinement à donner un méga-élan à l'économie nationale et parviendra même à hausser, très significativement, le Produit intérieur brut (PIB) et, de ce fait, forger une économie nationale de force et de puissance. La force de l'Algérie demeure dans sa jeunesse, cette méga-force bourrée de grande énergie est une aubaine et l'une des solutions sûres pour bâtir une puissante économie nationale tant espérer et voulu par les Algériens.

Bilel Bekhtari, étudiant en Designer et restaurateur : «Je suis hyper motivé et prêt pour l'Algérie nouvelle»

Agé de 28 ans, Bilel Bekhtari, est un jeune étudiant algérien vivant actuellement en Pologne après avoir échappé à la guerre en Ukraine, où il devait poursuivre ses études dans la spécialité Designer à l'Université de Kiev, il nous raconte, à travers son récit, ses ambitions pour l'Algérie nouvelle. En parallèle, et pour subvenir à ses besoins essentiels, l'étudiant algérien a choisi le métier de restaurateur dans un fast-food situé en pleine centre-ville de Varsovie, capitale de la Pologne, où il s'est réfugié après la guerre en Ukraine.

Comment cet étudiant voit l'Algérie nouvelle et quel est son avis sur le grand changement qui s'effectue, actuellement, dans son pays ? «Avant, j'étais concentré uniquement sur mes études pour obtenir mon diplôme de Designer, mais les choses se sont brusquement changées du fait de la guerre en Ukraine, où j'étais contraint de quitter ce pays pour rejoindre la Pologne, là où je poursuis actuellement mes études dans une école polonaise, et en parallèle, j'ai préféré travailler à temps partiel et là j'ai pensé à ce métier de restaurateur. Je travaille dans un fast-food à Varsovie où je dois préparer, chaque jour,

plus de 200 pizzas et 200 sandwiches, un travail trop fatiguant mais salvateur, car grâce à ce travail j'arrive à survivre. Mais, mon esprit et mon cœur vont droit pour l'Algérie, je suis hyper motivé pour retourner dans mon pays et faire un projet suivant ma spécialité. Je crois à l'Algérie nouvelle et mon cœur bat pour mon pays. Je suis, chaque jour, les événements qui se déroulent dans mon pays et les changements qui vont avec, et je suis persuadé et je crois pleinement que l'Algérie va droit au but à la modernisation. Je veux participer à l'émergence dans mon pays.

S. Abi



■ Bekhtari : «Je suis hyper motivé pour retourner dans mon pays et faire un projet suivant ma spécialité. Je crois à l'Algérie nouvelle et mon cœur bat pour mon pays. (Photo : DR)

Nesrine, vendeuse dans une boutique à la place Audin : «Je veux participer à l'émergence de mon pays»

La jeune étudiante, Nesrine A., qui poursuit actuellement ses études de Master en Biologie à l'Université Houari Boumediene de Bab Ezzouar (USTHB), nous livre ses impressions sur l'Algérie nouvelle et sur le rôle capital de la jeunesse algérienne dans l'accompagnement du développement de l'économie nationale.

En contrat de travail déterminé, la jeune étudiante travaille dans un magasin de vente des produits cosmétiques pour femmes situé en plein centre-ville d'Alger, à Audin plus précisément. A 24 ans seulement, elle cumule en effet six ans de travail déjà, d'autant qu'à l'âge de 18 ans elle a commencé à travailler pour subvenir à ses besoins financiers, tout en poursuivant ses études à l'Université de Bab Ezzouar. En plus, elle a fait tout un parcours de formation à l'INA (Institut national de l'audiovisuel) sis à Ouled Fayet avant de rallier l'Université de Bab Ezzouar.

Pour elle, la vie est un combat donc il faut à tout prix lutter pour joindre les deux bouts, les études et le travail. Travailler et étudier en même temps, est devenu un mode opératoire, voire une évidence absolue qui s'est imposée chez les étudiants. En revanche, explique la jeune Nesrine, des difficultés existent. « Je travaille certes, mais je ne reçois qu'un salaire minime. A peine 20.000 DA/mois, je trouve ça injuste du moment que, parfois, je travaille plus de huit heures par jour », commente Nesrine, non sans humour.

Après avoir touché à différents métiers, notamment dans la téléphonie mobile et la restauration (il fallait bien qu'elle payer le loyer avec ses amies), la jeune étudiante a décidé d'opter pour la vente des produits cosmétiques en plein centre d'Alger et ce, après avoir lu une annonce de recrutement de jeunes vendeuses.

« C'est un domaine qui me convient à point car j'ai toujours aimé être une vendeuse dans les cosmétiques. Le seul inconvénient que j'ai c'est bien entendu le côté financier puisque je n'arrive pas à gagner suffisamment d'argent », explique-t-elle.

Très motivée par le travail, très engagée pour son pays, une grande passionnée de métier de vendeuse, la jeune étudiante, Nesrine, pense que l'Algérie nouvelle est une aubaine pour les jeunes, une chance pour créer son propre projet et contribuer pleinement au développement de l'économie nationale.

«Je veux participer à l'émergence de mon pays, j'ai en moi une énergie émotionnelle, lorsqu'il s'agit de défendre et de bâtir une Algérie nouvelle», dira Nesrine avec beaucoup d'émotions.

S. Abi

Des secteurs purement stratégiques, tels que l'agricole, l'énergie et les énergies renouvelables ou l'industrie et même technologie moderne, le numérique et les transports, sont déjà considérés comme étant des futurs métiers très sollicités par les Etats, du fait du changement géopolitique et géostratégique auquel on assiste, aujourd'hui, sur le marché et l'économie mondiale.

Des futurs métiers qui vont déterminer la force économique de chaque pays, où l'Algérie est appelée à faire preuve d'une grande détermination pour promouvoir et porter son économie nationale vers le plus haut sommet. Il s'agit d'une question de survie. Et pour y parvenir, l'Algérie a toutes les chances en possédant la carte de la jeunesse. Une force humaine, énergétique, jeune, dynamique, laborieuse, pleine d'ambitions et de volonté, qui peut apporter, contribuer et même fortifier l'économie nationale.

Green Bike, jeunes écologiques, et grand amour pour la protection de l'environnement

Fondée en 2016 par Abdelhakim Lachichi, un jeune enseignant d'anglais de métier, issu de la wilaya d'Annaba, un grand pas-

sionné de la nature, un véritable écolo-gique attiré par la beauté des paysages, par la prospérité de l'environnement et par la splendeur des villes propres et modernes, Green Bike (vélo vert), cette Association algérienne activant dans le domaine de la vulgarisation, de la culture et de la protection de l'environnement en Algérie, ne cesse de gagner des échelons et faire parler d'elle. Une Association algérienne qui va, par la suite, devenir un grand mouvement de la protection de la nature et de l'environnement drainant de nouveaux jeunes bénévoles remplis d'énergie physique et armés d'un mental de fer. C'est ainsi que commença l'histoire de Green Bike.

Durant sept longues années, des milliers d'activités et d'opérations de nettoyage des quartiers, places publiques, espaces verts, plages et autres lieux et coins des villes, ont été réalisées par la jeune Association Green Bike, et l'impact de ses actions est déjà perceptible sur le terrain et à travers de nombreuses wilayas du pays.

Green Bike est devenue une grande défenseuse de la nature et de l'environnement. Un mouvement de jeunes assoiffés par les balades au vélo dans une nature propre, révoltés par la présence en masse des ordures à travers les villes et militants

pour la prospérité de l'environnement. Une prouesse, réalisée grâce à l'abnégation de ses membres. Pour le créateur de Green Bike, en l'occurrence Abdelhakim Lachichi, le modus opérando de son Association 100% algérienne est très simple. «Comme je suis un passionné de cyclisme et mon père était un champion d'Algérie de la discipline. En pratiquant mon loisir, j'ai été outré par les scènes hideuses du littoral algérien jonché de déchets en tous genres. Je me suis alors dit pourquoi ne pas mettre le cyclisme au service de l'environnement ?», raconte-t-il.

Avec les moyens du bord, composés de sacs en plastique et de gants, l'homme âgé aujourd'hui d'une cinquantaine d'années s'est lancé, seul dans cette expérience, non sans se douter de son succès. «Au départ de cette aventure, j'ai commencé par nettoyer les plages de la ville d'Annaba. Je partais à vélo, seul, et je collectais les débris qui s'y trouvaient. Des citoyens de la ville et des riverains se joignent, parfois, à moi pour pouvoir ramasser des milliers de sacs de déchets en l'espace de quelques années. Mais ce n'était pas une sinécure.

Sans moyens, l'Association comptait sur le bénévolat et le sacrifice de quelques personnes sensibles à la protection de

l'environnement», se souvient le fondateur de Green Bike. Les choses sérieuses ont commencé en 2019, lorsque le wali d'Annaba de cette époque et devant les succès retentissants de Green Bike, notamment, sur les réseaux sociaux avec ces 420.000 abonnés, avait proposé l'aide de la wilaya à l'Association Green Bike en lui accordant un agrément officiel pour mener ses actions à caractères écologiques. «En l'espace de quelques mois, nous sommes devenus l'Association la plus active du pays.

Nous étions très actifs durant le Hirak du 22 février 2019 où nous avons sensibilisé les manifestants sur la nécessité de nettoyer les lieux à la fin de chaque marche. Nos bénévoles avaient merveilleusement mené et accompli des opérations de nettoyage des stades, des gradins aussi, lors du championnat d'Afrique des Nations (CHAN 2023), accueilli en janvier dernier par l'Algérie», se rappelle l'enfant d'Annaba.

Et malgré un manque financier flagrant et presque inexistant, l'Association Green Bike poursuit ses activités écologiques et appelle, toutefois, les autorités pour les aider. «Nous ne demandons pas grand-chose, nous voulons juste un accompagnement», dira Abdelhakim Lachichi.

Sofiane Abi

INFO EXPRESS

Octobre rose

Une caravane de sensibilisation sillonnera 47 zones d'ombre à Oran

La direction de la Santé et de la Population de la wilaya (DSP) d'Oran lancera, à partir du 8 octobre, une caravane de sensibilisation sur les cancers du sein et du col de l'utérus, qui touchera 47 zones d'ombre dans les quatre coins de la wilaya, a-t-on appris auprès de cette direction. Le coup d'envoi de cette caravane, organisée dans le cadre de la manifestation «Octobre rose», sera donné, dimanche à Bousfer village, dans la commune d'Aïn El-Türk, a indiqué la cheffe de bureau des programmes de la population au niveau de la DSP, D' Faiza Mokrane. Deux clino-mobiles, équipées d'échographes et de box pour effectuer les examens nécessaires, sillonneront les zones d'ombre de la wilaya d'Oran, estimées à 47 zones, pour sensibiliser les femmes et réaliser des dépistages sur les cancers du sein et du col utérin, a-t-elle précisé. Il est également question de toucher une dizaine d'administrations, d'entreprises publiques et privées, et d'institutions, qui souhaitent organiser des actions de sensibilisation et de dépistage au profit des travailleuses, a-t-elle fait savoir. S'agissant du nombre ciblé de femmes qui seront touchées par cette caravane, le D' Mokrane a indiqué que la caravane de 2022 a touché 3000 femmes, ajoutant que celle de cette année essaiera de toucher un nombre plus important. ■

Oran

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans les agressions

Les services de la Gendarmerie nationale à Oran ont réussi à mettre fin aux agissements d'un réseau criminel composé de huit individus, spécialisé dans les agressions contre les citoyens et le vol de leurs véhicules, après les avoir attiré via une application spéciale de transport des personnes à partir d'Alger, a-t-on appris, jeudi, de ce corps de sécurité. L'opération est intervenue suite à l'exploitation d'informations faisant état de la fuite de membres d'un réseau criminel, impliqués dans de nombreux vols de véhicules, vers la wilaya d'Oran. Après avoir échoué à voler une voiture avec violence dans la commune de Zahana (Mascara), les gendarmes ont boudé les éventuels axes routiers que les criminels pourraient emprunter, tout en mettant en place des points de contrôle et de surveillance, a indiqué la même source. Après des investigations approfondies, l'opération s'est soldée par l'arrestation de huit individus, dont deux femmes, originaires des wilayas d'Alger, Blida et Oran. D'autre part, cinq voitures volées ont été récupérées, en plus d'une voiture et une moto, qui étaient utilisées dans les vols, ont été saisis, ainsi qu'une somme d'un million de dinars et du matériel servant à la falsification des numéros de châssis et des plaques d'immatriculation des voitures, un ordinateur portable et un appareil d'enregistrement de type (DFR), des documents de véhicules falsifiés et des téléphones portables. ■

Volker Türk

«Les autodafés abjects du Coran visent à semer la discorde»

La vague considérable d'indignations que soulèvent les profanations abjectes du Saint Coran, commises au Nord de l'Europe, n'est pas prête de retomber, ou alors seulement pour mieux engloûtir, en se brisant, le récif de la haine...

Cette vague immense de colère devant des actes sacrilèges perpétrés à dessein, dont le caractère outrageant et l'impunité qui les entoure heurtent de nombreuses consciences, et pas uniquement musulmanes, a déferlé dans l'enceinte d'une prestigieuse conférence, celle commémorant le 75^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Cette vague de protestations contre des autodafés hautement inflammables a pris une nouvelle ampleur mercredi, à Madrid, par la voix outrée de Volker Türk, le Haut-Commissaire des Nations unies aux Droits de l'Homme. Cet avocat autrichien, sans effets de manche, a condamné avec virulence des «incidents ignobles, méprisables, des provocations délibérées (...) destinées à semer la discorde entre les pays et les communautés», tout en



■ Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme.

exhortant l'Europe à éradiquer le racisme sur son sol et à défendre les Droits de l'Homme des migrants et des réfugiés.

«Je souhaiterais que la compréhension de l'histoire soit plus approfondie», a appelé de ses vœux Volker Türk, avant d'évoquer l'adoption de la Déclaration des Droits de l'Homme en 1948, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. «L'Europe comptait alors 60 millions de personnes déplacées en tant que réfugiés. La législation relative aux réfugiés est le fruit de cette expérience», a-t-il souligné.

Et de rappeler de manière

vibrante : «Les pays se sont alors réunis pour mettre fin aux cycles de l'horreur, de la destruction et de la pauvreté. La Déclaration a défini les étapes à suivre pour permettre la réconciliation et construire des sociétés plus libres, plus justes, plus égales et plus résilientes». Très préoccupé par la régression des Droits de l'Homme en raison des nouveaux développements technologiques, de la multiplication des conflits et de l'augmentation des niveaux de discrimination, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme a tiré la sonnette d'alarme : «Si nous regardons

autour de nous, nous sommes confrontés à des défis gigantesques qui s'accumulent et qui peuvent avoir des conséquences désastreuses pour l'ensemble de l'humanité», a-t-il mis en garde.

Il a également pointé du doigt les effets pervers et pernicieux des plateformes numériques, devenues des «systèmes de diffusion de discours haineux», tout en alertant sur les avancées technologiques incontrôlées telles que l'intelligence artificielle, les armes autonomes et la surveillance qui «menacent profondément les droits de chaque individu». ■

INFO EXPRESS

MAE

L'Algérie condamne avec fermeté l'attentat terroriste en Syrie

L'Algérie a condamné avec fermeté l'attaque terroriste qui a ciblé, jeudi, une cérémonie de sortie de promotion d'élèves officiers de l'Académie militaire de Homs, en Syrie, ayant fait des dizaines de morts parmi les civils et les élèves officiers, indique vendredi dernier un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. «L'Algérie condamne avec fermeté l'attaque terroriste qui a ciblé, jeudi, la cérémonie de sortie de promotion d'élèves officiers de l'Académie militaire de Homs, en République arabe syrienne, ayant fait des dizaines de morts et de blessés parmi les civils et les élèves officiers», précise le communiqué.

«En ces douloureuses circonstances, l'Algérie présente ses condoléances et son soutien aux familles des victimes et aux blessés, et réaffirme son entière solidarité au gouvernement syrien, se disant convaincue que le peuple syrien frère, fortement résilient de par les douloureuses épreuves qu'il a traversées, sera en mesure, grâce à son unité, de relever les défis importants imposés par le fléau du terrorisme», conclut le communiqué. ■

Algérie Télécom

Lancement d'une offre internet «performante» aux start-ups

Algérie Télécom (AT) a lancé une nouvelle offre destinée aux startups en leur fournissant une connectivité «hautement performante» à des «prix exceptionnels», s'engageant ainsi à contribuer au développement des startups et à répondre aux besoins de ses clients professionnels, indique mercredi un communiqué de cette entreprise publique. Cette «offre spéciale» qui vise à soutenir l'activité professionnelle des startups, propose «une gamme de vitesses exceptionnelles allant de 15 méga à 300 méga, ce qui leur permet de bénéficier d'une connexion rapide et fiable à des prix exceptionnels allant

de 1.250 DA à 2.250 DA seulement», précise la même source. Ainsi, «les clients Idoom Fibre qui s'abonnent pour une durée minimale de trois mois, bénéficieront d'une installation et d'un modem offerts, alors que les clients Idoom ADSL profiteront d'une installation entièrement offerte pour toute souscription de trois mois ou plus», selon le communiqué d'AT. «Les startup qui optent pour un débit de 20 Mbps ou plus bénéficieront également de tarifs préférentiels sur différents produits et solutions disponibles au niveau de nos agences commerciales, tels que les équipements D-Link et Tenda ainsi que

nos services Shirudo, une formation en ligne sur la cyber sécurité et Fatoura, un logiciel de gestion de facturation dédié aux entreprises, entre autres», relève AT, soulignant qu'à travers ces nouvelles offres, Algérie Télécom «s'engage à contribuer au développement florissant des startup et à répondre de manière optimale aux besoins de ses clients professionnels». La même source précise que pour plus d'informations, les usagers sont invités à visiter le site web d'Algérie Télécom à l'adresse www.algeriatelecom.dz. ■

Oum El-Bouaghi

Arrestation de contrebandiers et saisie de 19 moteurs usagés et des ustensiles de cuisine

Dans le cadre du plan décidé par le groupement de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Oum El Bouaghi visant la lutte permanente contre la contrebande, nous apprenons qu'en date du 5/10/2023, les éléments de la Gendarmerie nationale dans des opérations distinctes ont saisi une quantité importante des moteurs usagés et des ustensiles de cuisine provenant de la contrebande. Les opérations ont été exécutées à la suite d'exploitation des informations

fiables faisant état que des individus s'apprêtaient à passer des matériaux de contrebande dans le territoire de leurs compétences. La première opération effectuée dans les communes de R'hia, El Amiria et Aïn Kercha s'est soldée par la saisie globale de 19 moteurs usagés de différents véhicules. Les mêmes services ont au lors d'un contrôle effectué au niveau de la route communale reliant à Aïn Beïda à celle de Aïn Touila dans la wilaya de Khen-

chela, ont arrêté 2 individus dans la commune de F'kirina et procédé à la saisie de 4 véhicules utilitaires transportant des ustensiles de cuisine de marque étrangère provenant de la contrebande. Les mis en cause seront différenciés prochainement devant les instances judiciaires pour répondre à leurs actes, tandis que la marchandise saisie a été remise aux services des douanes.

A.Remache

L'entité sioniste en état de guerre

L'occupant israélien transforme El Qods en caserne militaire

Hier samedi, les forces de l'occupation israélienne ont arrêté deux jeunes de Jérusalem occupée, selon des sources palestiniennes.

Les mêmes sources ont affirmé que les forces armées de l'occupation ont arrêté deux jeunes palestiniens, les agressant dans le quartier de Wadi Al-Joz. En outre, l'occupation a transféré la ville occupée en caserne militaire, empêchant ceux ayant de moins de 30 ans d'entrer à Jérusalem.

Les forces de l'occupation ont fermé la région de Bab Al-Amoud par des barrières, intensifiant les mesures militaires à Al-Aqsa, ainsi qu'elles ont mené des campagnes de fouilles contre les citoyens palestiniens dans la mosquée. Dans un autre contexte, les forces de l'occupation ont fermé le barrage militaire de Shufa au sud-est de la ville de Tulkarem, intensifiant les mesures militaires dans la ville.

Les forces de l'occupation ont fermé le barrage totalement, ont saisi un véhicule d'un citoyen et ont empêché les citoyens



■ Le Parlement arabe a appelé à fournir la protection internationale pour les Palestiniens, face aux agressions des colons extrémistes.

d'entrer dans la région. Hier samedi, le président palestinien, Mahmoud Abbas, préside une réunion d'urgence des dirigeants avec un certain nombre de responsables civils et de sécurité.

Le président a souligné la nécessité d'assurer la protection pour notre peuple, soulignant le droit du peuple palestinien à se défendre contre le terrorisme des colons et des forces d'occupation, ordonnant que tout le nécessaire soit fourni afin de renforcer la fermeté de notre peuple dans face aux crimes commis par l'occupation israélienne et

les gangs de colons. Mahmoud Abbas devait présider une réunion des dirigeants palestiniens dans les prochaines heures. Le Parlement arabe a mis en garde contre l'escalade dangereuse dans la bande de Gaza et en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem, depuis ce matin, ainsi que les actes de violence dans la région.

Le parlement arabe a exprimé sa condamnation des crimes de l'occupation et l'escalade contre le peuple palestinien, ainsi que l'escalade des agressions des colons extrémistes, les meurtres des civils palestiniens et les

incendies de leurs propriétés, sous la protection des forces de l'occupation.

En outre, il a appelé la communauté internationale à soutenir les efforts de paix, appelant également l'administration américaine à intervenir immédiatement pour arrêter cette escalade, et de demander à Israël de mettre fin à ces agressions et actes provocatrices menés contre le peuple palestinien.

De plus, le parlement a appelé à fournir la protection internationale pour les Palestiniens, face aux agressions des colons extrémistes.

Ghaza : Un journaliste tombe en martyr par balles de l'occupation

Hier samedi, un journaliste palestinien est tombé en martyr par balles de l'occupation israélienne au sein de la bande de Ghaza, selon des sources locales palestiniennes.

Les mêmes sources ont révélé qu'un journaliste palestinien, Mohammed Al-Salhi, a été tué par balles réelles de l'occupation, lors de couverture médiatique le long des frontières de la

bande. Dans un communiqué de presse publié aujourd'hui, le syndicat des journalistes a dénoncé le crime d'exécution du journaliste Al-Salhi, faisant assumer à l'occupation l'entière responsabilité des crimes commis contre les journalistes.

Le syndicat a également appelé à protéger les journalistes palestiniens. En outre, il a demandé aux journalistes

de faire attention lors de couvertures des événements et des violations israéliennes commises actuellement. Le syndicat a réitéré son appel à la création d'un environnement sûr pour le journalisme dans toutes les régions du pays, et à la protection des journalistes sur le terrain. Le syndicat affirme sa position de rejet de la restriction du travail journalistique.

Migration dans la région méditerranéenne

L'afflux de migrants en Europe est dû aux ingérences de l'Occident

Entre juin et août, au moins 990 personnes ont fait naufrage en Méditerranée centrale, route maritime la plus dangereuse au monde reliant l'Afrique du Nord à l'Europe, comparé à 334 migrants qui avaient perdu la vie sur la même période en 2022, rapporte un communiqué de l'Agence onusienne pour l'enfance. Or, l'Unicef en a recensé une dizaine par semaine en juillet 2023, ce sont 11.600 mineurs non accompagnés qui ont tenté de se rendre en Italie entre janvier et mi-septembre à bord d'embarcations de fortune, soit 60% de plus que sur la même période en 2022.

«La Méditerranée est devenue un cimetière pour les enfants. Le bilan tragique des enfants morts en quête d'asile et de sécurité en Europe est le résultat de choix politiques et d'un système migratoire défaillant», a estimé Regina De Dominicis, qui coordonne le sujet à l'Unicef. Au total, a résumé le Haut-commissariat aux réfugiés de l'Onu lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la crise en Méditerranée, cela porte à plus de 2.500 migrants morts ou portés disparus entre le 1er janvier et le 24 septembre, en augmentation de 50% sur un an. Devant cet état de fait la politique migratoire des pays occidentaux est pointée du doigt par le représentant permanent de la Russie auprès de l'Onu. Selon lui, l'UE ne s'occupe que des questions de migrations des Ukrainiens, ne prenant pas en compte celles des citoyens d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. L'afflux actuel de migrants en Europe est dû à l'ingérence de l'Occident dans les affaires d'autres États. Cette déclaration a été faite par le représentant permanent de la Russie au Conseil de sécurité de l'Onu lors d'une réunion sur la migration dans la région méditerranéenne, convoquée à l'initiative de Moscou le 29 septembre 2023. «L'exode massif de personnes de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord vers l'Europe est une conséquence de l'ingérence irresponsable et irréfléchie des pays occidentaux, y compris des pays de l'UE, dans les affaires intérieures d'États souverains afin de les déstabiliser et de changer par la force les gouvernements non désirés. Ces pays sont les principaux responsables de ces conséquences», a noté Vassili Nebenzia. Selon le diplomate, l'Union européenne ne traite les questions migratoires qu'en relation avec les Ukrainiens». Les citoyens des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ne peuvent donc manifester pas compter sur un niveau similaire de solidarité et en général, d'humanité de la part des Européens. «Il est temps que Bruxelles cesse de blâmer des contrebandiers pour la mort des gens et prenne

ses responsabilités, plutôt que de se contenter d'exprimer des regrets pour la mort d'un énième groupe de migrants et de réfugiés», a avancé M. Nebenzia. Depuis le début de l'année 2023, plus de 2.500 migrants africains se sont noyés ou ont disparu en mer Méditerranée alors qu'ils tentaient de se rendre en Europe. C'est ce qu'a fait savoir Ruven Menikdiwela, directrice du bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à New York. Entre janvier et mi-septembre 2023, ce sont plus de 11.600 enfants qui ont traversé la Méditerranée centrale pour se rendre en Italie sans leurs parents.

Cela représente une augmentation de 60% par rapport à la même période l'année dernière, où environ 7 200 mineurs non accompagnés ou séparés avaient effectué la dangereuse traversée, affirme-t-on. Le nombre d'arrivées a atteint son maximum avec 4 800 personnes arrivées en une seule journée dans l'île de Lampedusa. Les enfants qui entreprennent seuls ces voyages éprouvants embarquent souvent dans des canots pneumatiques surchargés ou dans des embarcations de pêche, inadaptées aux mauvaises conditions météorologiques. L'absence de capacités de recherche et de sauvetage coordonnées et adéquates à l'échelle régionale aussi, la guerre, l'exploitation, la violence, la pauvreté et la menace climatique sont parmi les principales raisons qui poussent les enfants à fuir seuls leur pays d'origine. En quête de sécurité, de paix, de protection, d'une meilleure éducation et d'opportunités, ils fuient des situations extrêmement difficiles dans leur pays, qui mettent leur vie en danger. Certains sont séparés de leur famille en chemin ou tentent de rejoindre leurs parents ou d'autres membres de leur famille dans le pays d'arrivée. Entre juin et août de cette année, au moins 990 personnes, dont des enfants, sont mortes ou ont disparu alors qu'elles tentaient de traverser la Méditerranée centrale, soit trois fois plus qu'au cours de la même période l'été dernier, où au moins 334 personnes avaient perdu la vie. De nombreux naufrages ne laissent d'ailleurs aucun survivant et un grand nombre des victimes ne sont pas enregistrées ; ce qui signifie que le nombre réel de victimes est probablement beaucoup plus élevé. Les enfants qui survivent à leur exil sont d'abord détenus dans des centres communément appelés hotspots avant d'être transférés dans des structures d'accueil généralement closes et limitant leurs possibilités de déplacements. Plus de 21.700 enfants non accompagnés se trouvent actuellement dans ces centres en Italie, contre 17.700 il y a un an, informe-t-on auprès de cet organisme.

Oki Faouzi

Haut Karabakh

Moscou ne discute pas du retrait des soldats de la paix

L'information selon laquelle une délégation du ministère russe de la Défense discute à Bakou ou à Erevan du retrait des soldats de la paix du Haut-Karabakh est fautive. C'est ce qu'a déclaré une source diplomatique à l'agence TASS.

«L'information diffusée par un certain nombre de médias selon laquelle une délégation du ministère russe de la Défense discute à Bakou ou à Erevan du retrait du contingent russe de maintien de la paix du Haut-Karabakh ne correspond pas à la réalité. Nous parlons de contacts planifiés concernant les activités actuelles des soldats de

la paix», a déclaré l'interlocuteur de l'agence. Les soldats de la paix russes présents dans la zone de conflit au Haut-Karabakh ont fermé deux postes d'observation permanents et un poste d'observation temporaire au cours des dernières 24 heures, a fait savoir le ministère. Le 19 septembre, la situation s'est de nouveau aggravée au Haut-Karabakh. Bakou a annoncé le début d'une opération militaire. Erevan a qualifié ce qui se passait d'«agression à grande échelle». La Russie a appelé les parties du conflit à cesser l'effusion de sang et à revenir à un règlement diplomatique. Le 20

septembre, un accord a été conclu sur la cessation des hostilités et, le lendemain, des représentants de Bakou et de la population arménienne du Haut-Karabakh se sont rencontrés dans la ville azerbaïdjanaise de Yevlakh pour discuter de la réintégration. Le 28 septembre, le président de la République non reconnue du Haut-Karabakh, Samvel Chakhramanian, a signé un décret mettant fin à son existence à partir du 1er janvier 2024. La population est invitée à examiner les conditions de réintégration proposées par Bakou et à décider elle-même de la possibilité de rester.

contribution

Les leçons du rapport de l'Indice mondial de l'innovation 2023

Le savoir fondement du développement

Selon le professeur Daren Tang Directeur général de l'OMPI, le rapport publié le 27 septembre 2023 sur l'indice de l'innovation, reposant sur 80 indicateurs, les responsables politiques peuvent disposer d'une source riche et fiable de données et d'informations afin d'élaborer des politiques favorables à l'innovation et de libérer le potentiel de tous dans ce domaine.

Je me propose de faire une brève synthèse de ce rapport rédigé en anglais, sur l'indice mondial de l'innovation

1.- Les axes globaux du rapport

Selon ce rapport, l'Indice mondial de l'innovation prend le pouls des tendances en matière d'innovation dans un contexte économique et géopolitique marqué par l'incertitude. Il dévoile les économies les plus innovantes, classe les résultats en matière d'innovation de 132 pays et met en évidence leurs atouts et leurs faiblesses dans ce domaine. Destiné à dresser un tableau aussi complet que possible de l'innovation, l'Indice mondial comprend les indicateurs, dont des mesures de l'environnement politique, du système éducatif, des infrastructures et de la création de savoirs dans chaque économie.

Le rapport 2023 révèle que les perspectives sont de plus en plus incertaines pour le capital-risque, qui participe à transformer l'ingéniosité humaine en nouveaux produits et services - la valeur globale du financement par capital-risque ayant fortement chuté durant l'année 2022. Ce rapport note que 21 pays ont dépassé les attentes en matière d'innovation eu égard à leur niveau de développement, la majorité d'entre eux étant situés en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud-Est, en Asie de l'Est et en Océanie.

L'Inde, la République de Moldova et le Vietnam détiennent le record des pays dont les résultats en matière d'innovation ont dépassé les attentes pour la treizième année consécutive.

L'Indonésie, le Pakistan et l'Ouzbékistan continuent d'afficher des résultats supérieurs aux attentes pour la deuxième année consécutive, le Brésil, pour la troisième année consécutive, par rapport à son PIB ou à sa population, la Namibie se classe au premier rang pour les dépenses d'éducation, le Mozambique pour la formation brute de capital, et le Cambodge et le Népal pour les prêts accordés par les institutions de microfinance. Relativement, Maurice est leader mondial pour les investisseurs en capital-risque, la République islamique d'Iran pour les marques et la Mongolie pour les dessins et



modèles industriels.

2.- Liens entre recherche développement et innovation

Ce rapport établissant les liens dialectiques entre les universités centre de recherche et le monde économique montre que les plus grands pôles scientifiques et technologiques au monde sont en majorité situés aux USA, accessoirement en Allemagne et au Royaume Uni, et surtout en Asie de l'Est, la Chine se profilant comme le pays qui en compte le plus grand nombre, tandis que Tokyo-Yokohama apparaît comme étant le plus grand pôle scientifique et technologique. Ainsi les principaux pôles de S&T par intensité de S&T, 2023 selon ce rapport sont par ordre décroissant ; - 1 Cambridge University- 2 Stanford University- 3 Oxford University- 4 Eindhoven University of Tech - 5 - MA US MIT -6 -Daejeon KR LG Chem KAIST -7- University of Michigan - 8- University of California - 9- University of Washington Seattle -10- University of Munich -11- Kanazawa University -12- University of Gothenburg -13 Technology Tsinghua University -14 University of Helsinki- 15 - ETH Zürich -16-- University of Tokyo -17- University of Basel- 18 - University of Copenhagen -19- University of Erlangen Nuremberg -20 - University of Tübingen -21 University of Minnesota Twin Cities -22 - University of Pittsburgh- 23 - Seoul National University (Source: WIPO Statistics Database, May 2023). Les pays développés et les pays émergents se caractérisent par une forte innovation. Le G20 représente 85% PIB mondial pour 63 % de la population mondiale, le G7 et la Chine environ 60% du PIB mondial. Ramené à la population, il existe, pour plus de 80% des pays du G20 y compris les observateurs une corrélation entre le classement à l'innovation et le niveau du PIB ou nous avons au 31/12/2022 pour le PIB courant par ordre décroissant : les USA 25463 milliards de dollars de PIB courant, la Chine 17963, le Japon

4231, l'Allemagne 4072, l'Inde 3385, le Royaume Uni 3071, la France 2783, la Russie 20240, l'Italie 2010, le Brésil 1920, l'Australie 1675, la Corée du Sud 1665, le Mexique 1414, l'Espagne 1398, l'Indonésie 1319, l'Arabie Saoudite 1108, les Pays Bas 991, la Turquie 908, la Suisse 808, l'Argentine 633, Singapour 467, l'Afrique du Sud 406 et l'Egypte 404 milliards de dollars (source FMI).

3.- Le classement global et par zones géographiques

Le classement a été effectué pour 132 pays et pour les 24 premiers, en majorité situés, USA/Europe, nous avons par ordre décroissant :1.- la Suisse -2-, la Suède -3.- les USA, -4- le Royaume Uni,- 5- Singapour, 6-la Finlande, 7-les Pays Bas , -8- Allemagne,- 9- Danemark, 10- la Corée du Sud, 11- la France, 12 - la Chine, - 13- Japon , 14- Israël, - 15- Canada, 16- Estonie, 17-Hong Kong , 18- Australie, 19- Norvège, 20 - Islande, - 21- Luxembourg, 22-Irlande, 23-Belgique, - 24 Australie, la Russie étant classée 50ème. Quant aux autres pays du contour méditerranéen, Malte est classée à la 24ème position, l'Italie à la 26ème position, l'Espagne à la 29ème position et le Portugal à la 30ème position. Pour les pays de l'Asie nous avons par ordre décroissant ;la Chine 12ème position, le Japon 132ème position, la Malaisie 35ème, l'Inde 39ème, la Thaïlande 42ème, le Vietnam 46ème les Philippines 56ème, l'Indonésie 61ème, le Pakistan 88ème, le Sri Lanka 90ème et le Bangladesh 104ème.

Pour les principaux pays d'Amérique latine, nous avons par ordre décroissant : le Brésil à la 49e position, le Chili 52e, le Mexique 58e, l'Uruguay 63e, la Colombie 66e, l'Argentine 73e, le Costa Rica 74e Panama 84e, Salvador 9e, la Bolivie 97e, le Paraguay 98e. Pour le continent Afrique, nous avons par ordre décroissant : l'Ile Maurice 57e position l'Afrique du Sud 59e, le Maroc 70e, la Tunisie 78ème, Botswana 85e, Cap-Vert (91e), l'Egypte 86ème, Cap

Vert 91e, le Sénégal 99e, le Ghana 100e, Rwanda 103e, le Nigeria 108e, Madagascar 107e, la Côte d'Ivoire 112e la Tanzanie 113e, le Togo 114e, la Zambie 118e, l'Algérie 119e, le Bénin 120e, le Cameroun 123e, le Burkina Faso 124e, l'Ethiopie 125ème, le Mozambique 126e, la Mauritanie 127e, la Guinée 128e, le Mali 129e, le Burundi 130e, le Niger 131e et en dernier l'Angola qui est en 132e position. Pour les pays du Moyen-Orient, Israël, 14e position, les Emiraties 32e, l'Arabie Saoudite 48ème, le Qatar 50e, le Koweït 64e, Bahreïn 67e, Iran 62e, Oman 69e, la Jordanie 72e et le Liban 92e.

En conclusion, les expériences réussies du Japon, des pays émergents comme la Chine et l'Inde montrent que l'on peut assimiler la technologie sans renier sa culture, chaque Nation recelant une riche anthropologie culturelle et vouloir imposer ses propres valeurs, c'est établir une relation de domination qui limite l'innovation et le transfert technologique. Par exemple, la culture d'entreprise est un ensemble de valeurs, de mythes, de rites, de tabous et de signes partagés par la majorité des salariés qui facilite le transfert de technologie qui ne doit pas se limiter à l'aspect technique, mais également sociétal. L'indice de développement humain ou IDH développé en 1990 par l'économiste pakistanais Mahbub ul Haq et l'économiste indien, prix Nobel d'économie Amartya Sen traduit l'importance du développement du capital humain dont l'éducation et la santé. En Bref, la bonne gouvernance et la valorisation du savoir(une Nation sans son élite étant comme un corps sans âme) étant le fondement du développement en ce XXIe siècle.

**Pr des universités, expert international
Dr d'Etat Abderrahmane Mebtoul**

INFO EXPRESS

Oum El Bouaghi

Des chiffres satisfaisants en matière de raccordement en énergie électrique au profit des exploitations agricoles

Selon le communiqué émanant de la cellule de communication de la Société de concession et de distribution de la wilaya de Oum El Bouaghi, un programme consistant relatif à l'électrification des exploitations agricoles entamé depuis le mois de février 2021 en coordination avec les services agricoles (DSA) de Oum El Bouaghi a été mis en œuvre pratiquement sur l'ensemble des communes de la wilaya de Oum El Bouaghi. L'opération a permis dans un premier temps au raccordement en énergie électrique à 315 exploitations agricoles dont 150 d'entre elles ont été réalisées en 8 mois (de janvier au 21 septembre 2023), et ce sur un ensemble de 378 fermes agricoles. Le coût global a été évalué à 341.327.957,56 DA sur une distance de 147,3 kilomètres qui a touché 21 communes de la wilaya. Le reste, 63 autres exploitations agricoles seront raccordées en électricité dans les prochains jours pour un réseau de 34,32 km dans pas moins de 14 communes de la wilaya pour une enveloppe financière de 86.167.954,97 DA. D'après la même source, la SADEG de Oum El Bouaghi, filiale de Sonelgaz, qui suit de très près l'évaluation des travaux envisage également de procéder au raccordement de l'électricité pour 198 autres exploitations agricoles recensées avec un rythme soutenu et qui vont être reliées sur un réseau de 20,88 km estimés à 690.264.785,25 DA. En conclusion, le raccordement des exploitations agricoles dans la wilaya de Oum El Bouaghi au réseau électrique vise à faciliter les projets d'extension et de diversification de produits agricoles et, par la même, générer des postes de travail. A souligner que les agriculteurs de la région de Oum El Bouaghi ont salué avec une grande satisfaction la réalisation de leurs fermes et se disent prêts à donner un nouvel essor pour l'augmentation de la production agricole.

A.Remache

Aquaculture à Chlef

Leadership national et renforcement de la sécurité alimentaire

La filière aquacole à Chlef (200 km à l'Ouest d'Alger) a enregistré durant la période allant de 2020 à 2023 un saut qualitatif qui l'a propulsé au rang de leader national du domaine, avec six fermes d'aquaculture marine assurant un taux de 60% de la production nationale de poisson, de quoi marquer sa contribution au renforcement de la sécurité alimentaire, tout en consacrant les objectifs du développement durable.

En effet, «un bond de production» a été réalisé par la wilaya à la période indiquée, dans le domaine de l'aquaculture, en plus d'une maîtrise du processus et des techniques d'ensemencement de manière à garantir la durabilité des réserves de poissons, renforcer la sécurité alimentaire et relever la valeur du produit local, dans le cadre de la vision de l'Algérie nouvelle, visant la relance du secteur de la pêche et la promotion de l'activité aquacole, à travers la promulgation d'une série de mesures réglementaires et textes de lois pour organiser la filière, a indiqué à l'APS le directeur local de la pêche et de l'aquaculture, Hocine Melikeche. Il a souligné la «contribution avérée» des facilitations et incitations fiscales décidées par les autorités supérieures du pays, en réponse aux doléances des professionnels du secteur, dont la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée pour les investisseurs du domaine, «dans le lancement de nouveaux investissements ayant valu à Chlef le leadership national, en la matière, avec six fermes marines, qui ont porté sa capacité de production de 1.400 tonnes de poissons en 2019 à 2.200 tonnes en 2020». Encore plus, en dépit des répercussions de la pandémie du Coronavirus sur le secteur, les fermes d'aquaculture marine de la wilaya ont réalisé une production globale de 1.637 tonnes en 2021, puis 1.563 tonnes en 2022. Des chiffres «nettement à la hausse» comparativement à ceux de 2019 (1.400 tonnes), tandis que les prévisions dans le domaine tablent

Relizane

Saisie de près de 300 comprimés de psychotropes, une arrestation à Ammi Moussa

Dans le cadre de la lutte contre la délinquance dans le milieu urbain, notamment celle liée au trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et selon un communiqué rendu public ce vendredi, par la «com» de la Sûreté de wilaya de Relizane, les services de la brigade d'intervention relevant de la Sûreté daïra d'Ammi Moussa dans la wilaya de Relizane, ont mis fin à l'activité criminelle d'un narcotrafiquant et saisi 300 comprimés psychotropes. Selon



La filière aquacole à Chlef assure 60% de la production nationale de poisson. (Photo : D. R.)

sur une production de pas moins de 2000 tonnes dans trois fermes marines, à la fin de l'année en cours. Trois autres fermes sont en cours de réensemencement et exploitation, de manière à porter la production à plus de 4.000 tonnes en 2024, selon le même responsable.

Renforcer la sécurité alimentaire et booster l'économie nationale

La filière aquacole à Chlef assure 60% de la production nationale de poisson. Un fait qui «assure un équilibre entre la demande et l'offre sur la ressource piscicole, parallèlement au soutien de la production portuaire, et au renforcement de la sécurité alimentaire nationale», a expliqué Rachid Annan, expert en économie de la pêche et aquaculture et chercheur dans l'évaluation des politiques publiques. Selon le même expert, la moyenne de production du secteur aquacole à Chlef fluctue entre 2.000 à 3.000 tonnes/an, équivalent à une moyenne de 6 à 7 tonnes de poisson/Jour, commercialisées à travers le pays. Un fait qui contribue à «une disponibilité des produits de la pêche sur les marchés nationaux et locaux, au relèvement de leur moyenne de consommation par individu, et au soutien de la dynamique commerciale du domaine», a-t-il ajouté. Le responsable a estimé, en outre, que la croissance rapide de la filière d'aquaculture marine à Chlef est de nature à «impacter positivement sur le développement de l'industrie de transformation et des activités impliquées dans la chaîne de valeur de porter et relancer l'économie

nationale en générale et redynamiser les zones industrielles de la wilaya, de façon particulière». A cela s'ajoute la perception de recettes fiscales considérables pour soutenir le Trésor public. Sachant que les recettes fiscales du secteur à Chlef ont été estimées à plus de 100 millions DA en 2021, alors que les prévisions tablaient sur 260 millions DA en 2024, selon les chiffres fournis par M.Annan.

Des investissements prometteurs et un développement durable

Après avoir affirmé sa contribution plus qu'avérée à la sécurité alimentaire, tout en constituant une locomotive pour l'économie nationale, la filière aquacole à Chlef illustre clairement, à travers les résultats réalisés sur le terrain, le 18^e engagement du Président de la République, M.Abdelmadjid Tebboune, relatif à la garantie de la sécurité alimentaire, la couverture des besoins nationaux et le développement urgent de la production piscicole par la création de postes d'emploi, de la richesse et de revenus au profit de l'Etat, outre l'octroi d'incitations fiscales, et la transformation et industrialisation des ressources halieutiques. Les efforts des autorités locales en la matière se poursuivent toujours par l'examen en cours des demandes de réalisation de trois nouveaux projets de fermes marines, un projet d'écloserie de poissons et d'aliments dans la commune de Beni Haoua, et une ferme d'élevage du Tilapia dans la région de Branssia, attendue à l'entrée en exploitation et production à la fin oc-

tobre prochain, avec une capacité de production de 32 tonnes/an, selon la cheffe du service aquaculture, Sadek Zahra.

Un autre projet d'atelier de construction et de réparation navale dans la commune d'El Marsa (Nord-ouest), relevant de la société Nautica.It.DZ, fruit d'un partenariat algéro-italien, avec un taux d'avancement de près de 30%, devrait assurer, à la première phase de sa mise en service, la réalisation de trois bateaux /an (un thonier, un chalutier et un bateau de pêche), avant de relever progressivement sa cadence de production, indique-t-on à la direction locale du secteur. La filière aquacole à Chlef fait partie des secteurs clés dans lesquels l'Algérie nouvelle a démontré l'efficacité des mesures et réformes décidées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour relancer le secteur, l'économie nationale et la sécurité alimentaire, d'une part, et d'autre part s'orienter vers une «Transformation bleue», au diapason de la vision de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du plan de développement durable 2030, qui affirme le rôle de la pêche et de l'aquaculture dans la garantie de la sécurité alimentaire, mais aussi dans un développement durable aux plans économique, social et environnemental. ■

INFO EXPRESS

Mostaganem

Près de 3 kg de kif traité saisis, deux arrestations à Mazagan

La Sûreté de Mostaganem lutte sans merci en vue d'éradiquer le phénomène de la délinquance sous toutes ses formes. En effet, les éléments de la Sûreté de wilaya de Mostaganem ont saisi une quantité de près de trois (3) kilos de kif traité cachés dans une valise, a-t-on appris jeudi de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Mostaganem. Exploitant des informations faisant état de la vente de cette quantité de drogue au niveau du marché parallèle par deux individus âgés de 39 et 59 ans, notoirement connu dans le milieu de la délinquance, les enquêteurs chargés de cette affaire ont déclenché une enquête et ont pu identifier les deux mis en cause dans cette affaire de drogue et arrêtés au niveau du centre-ville de Mazagan, en possession d'une valise qui contenait 2,833 kilogrammes de kif sous formes de vingt-quatre (24) plaques. Après leur interrogatoire, il s'est avéré que la valise abandonnée, et rejetée plus tard par la mer, a été retrouvée par ces deux mis en cause dans une plage de la ville de Mostaganem. Après l'achèvement de toutes les procédures, les deux mis en cause ont été présentés devant la juridiction compétente sous les chefs d'inculpation de « détention, et commercialisation de kif traité», ajoute ledit communiqué.

N.Malik

N.Malik

décryptages

Accord céréalier

Les sommets du cynisme

Si dans l'antiquité le terme « cynisme » était directement associé à l'école philosophique grecque d'Antisthène qui prônait des valeurs telles que l'humilité, la vertu et la sagesse - soit parfaitement saines - notre époque n'a rien retenu du passé et a transformé ce noble terme qu'en mépris profond et qu'en absence de morale.

Le mépris et l'immoralité, jumelés à une profonde hypocrisie, devenus des normes dans le monde politique actuel - on les retrouve pleinement aujourd'hui dans le cadre de l'une des plus importantes machinations de la dernière décennie organisée par les décideurs du monde Occidental : « l'Initiative pour le transport sécuritaire des céréales et des aliments à partir des ports ukrainiens », plus communément connue comme « l'Initiative céréalière de la mer Noire » ou « l'Accord céréalier ».

Afin de comprendre la réalité et d'avoir une vision claire de « l'Accord céréalier » en question, voyons les éléments, d'une part, visibles et largement diffusés auprès de l'opinion publique mondiale et, d'autre part, ceux soigneusement dissimulés, car en totale opposition avec la partie visible de l'iceberg : les véritables répercussions préméditées des sanctions occidentales antirusse vis-à-vis du marché mondial des céréales, légumineuses et engrais agricoles ; le rôle réel des céréales ukrainiennes et russes sur la scène internationale ; les réels rapports ukraino-occidentaux dans le cadre de « l'Accord céréalier » et le rôle-clé sous-jacent des grands groupes occidentaux.

Le rappel des faits

Dès le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » russe en Ukraine (terme emprunté par les Russes aux Américains qui l'utilisent depuis des décennies), le 24 février 2022, les côtes ukrainiennes de la mer Noire sont devenues la zone des hostilités, empêchant ainsi le bon déroulement des exportations par voie maritime des denrées alimentaires ukrainiennes. Craignant le débarquement des Russes, l'Ukraine a miné ses eaux côtières, rendant ainsi la circulation maritime impossible. Le monde occidental américano-centrique s'est immédiatement « révolté », accusant la Fédération de Russie de vouloir provo-



■ Les côtes ukrainiennes de la mer Noire sont devenues la zone des hostilités, empêchant le bon déroulement des exportations par voie maritime des denrées alimentaires ukrainiennes.

quer la famine à l'échelle mondiale, en prenant en otage les pays les plus pauvres, vu que l'Ukraine est considérée comme l'un des principaux exportateurs de céréales au monde. Charles Michel, le président du Conseil européen, a parfaitement résumé la position occidentale dans sa déclaration datant de début juin 2022 : « La Russie est la seule responsable de cette crise alimentaire ». En ne négligeant pas le rôle de l'Ukraine vis-à-vis du marché céréalier mondial, dont le pays a, notamment, été le principal fournisseur de blé au Liban, à hauteur de 80%, et afin d'assurer la continuation des exportations des denrées alimentaires ukrainiennes, le 22 juillet 2022, la Russie a pris des engagements vis-à-vis de l'ouverture et de la sécurisation d'un couloir maritime dans la mer Noire, ouvert pour l'Ukraine sous le contrôle conjoint de la Turquie et de l'ONU qui devaient assurer sa non utilisation par l'Ukraine à des fins militaires.

Un an après, le 18 juillet 2023, la Russie a stoppé sa participation dans « l'Initiative céréalière de la mer Noire » d'une manière unilatérale et les exportations cérésières ukrainiennes via la mer Noire ont pris fin.

L'indignation du monde Occidental

Le jour même, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne a condamné la décision de Moscou : « Je condamne fermement la décision cynique de la Russie de mettre fin à l'initiative cérésièrè de la mer Noire, malgré les efforts des Nations unies et de la Turquie. L'UE s'efforce de garantir la sécurité alimentaire des populations vulnérables de la planète ». L'ambassadrice américaine à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield s'indigne : « La Russie joue à des jeux politiques [...] et prend l'humanité en otage » et condamne « acte de cruauté ». De son côté, Jake Sullivan, conseiller du président Joe Biden, déclare : « La Russie a tourné le dos à la

fourniture aux pays du Sud, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie la nourriture indispensable à des prix abordables ». Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken qualifie d'immoral le retrait de la Russie de l'initiative de la mer Noire. À son avis, tous les pays du monde devraient voir que la Russie est « responsable du refus de nourriture aux personnes qui en ont désespérément besoin dans le monde entier ». Le porte-parole de Rishi Sunak, premier ministre britannique, annonce : « si la Russie ne renouvelle pas l'accord, elle privera des millions de personnes d'un accès vital aux céréales ».

Hanke Bruins Slot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, condamne à son tour : « Utiliser la nourriture comme arme (contre les pays pauvres) est « immoral ». La porte-parole adjointe du gouvernement allemand, Christiane Hoffmann a appelé Moscou à « ne pas faire supporter les conséquences de ce conflit par les plus pauvres de la planète ».

Le président français, Emmanuel Macron, déclare que Poutine a commis « une énorme erreur » et que « nous voyons très clairement que la Russie a décidé (...) d'affamer des pays déjà en difficulté (...) la Russie doit cesser son chantage sur la sécurité alimentaire mondiale ».

Le portugais Antonio Guterres, Patron actuel de l'ONU, annonce de son côté : « Des centaines de millions de personnes font face à la faim. Ils vont en payer le prix ». Guère besoin de rajouter d'autres citations pleines de nobles motivations et d'indignations venues du fond des âmes révoltées des responsables politiques occidentaux : la liste est très longue et parfaitement unanime dans sa condamnation de « la barbarie de la Russie qui a décidé d'affamer la planète ».

Le monde occidental américano-centrique s'est immédiatement « révolté », accusant la Fédération de Russie de vouloir provoquer la famine à l'échelle mondiale, en prenant en otage les pays les plus pauvres, vu que l'Ukraine est considérée comme l'un des principaux exportateurs de céréales au monde. Charles Michel, le président du Conseil européen, a parfaitement résumé la position occidentale dans sa déclaration datant de début juin 2022 :

« La Russie est la seule responsable de cette crise alimentaire ».

(Suivre)

Oleg Nesterenko/Président du CCIE

7E ART

La salle «El Intissar» de Guelma rouvre ses portes

La salle de cinéma «El Intissar» du centre-ville de Guelma a rouvert ses portes au public mardi, après plusieurs années de fermeture. La réouverture de cette unique salle de cinéma de Guelma est venue après la cession de son exploitation à un jeune investisseur en vertu d'un acte de location renouvelable et un cahier de charges qui en détermine les domaines d'activité, a précisé Boudjemaa Benamirouche, directeur de wilaya de la culture et des arts, dans une déclaration de presse en marge de la cérémonie d'ouverture. Rénovée en 2010 mais demeurée fermée, cette salle réalisée en 1910 sous l'occupation française en plein cœur de la ville de Guelma est appelée à relancer les spectacles cinématographiques, théâtraux et artistiques avec ses 419 sièges dont 158 en balcon, selon le même cadre. La salle est louée pour une période de cinq ans renouvelables après accord du ministère de tutelle et de la wali de Guelma conformément aux conditions définies par l'Office national de la culture et de l'information (ONCI) et consignées dans le cahier des charges de la location effectuée après une mise aux enchères ouverte nationale, a ajouté le même responsable. Cette salle est une des 12 salles de cinéma réhabilitées à travers le pays par le ministère de la Culture et des Arts, a relevé son nouveau gérant, Mohamed Himri, qui a assuré qu'un programme riche de films algériens et étrangers a été fixé pour attirer les cinéphiles guelmis outre la création d'un club de rencontre pour les artistes locaux. La cérémonie d'ouverture de la salle a donné lieu à la projection du film Héliopolis de Djaafar Kacem sur les massacres du 8 mai 1945 et à un concert de musique malouf et Aïssaoua.

R.C.

Prix Nobel de littérature

L'Afrique, seulement cinq auteurs primés depuis 1901

Avec seulement cinq écrivains africains parmi les lauréats du prix Nobel de littérature, l'Afrique reste loin derrière l'Europe et l'Amérique du Nord, qui représentent les trois quarts des auteurs récompensés. Les écrivains africains sont-ils les oubliés du comité Nobel ?

L'Académie suédoise a décerné jeudi 5 octobre le prix Nobel de littérature à l'écrivain norvégien Jon Fosse. Il rejoint ainsi les 118 autres lauréats, dont 96 venaient déjà d'Europe ou d'Amérique du Nord. Bien que Wole Soyinka, Naguib Mahfouz, Nadine Gordimer, John Maxwell Coetzee et Abdulrazak Gurnah aient été récompensés par le passé, les écrivains du continent africain sont en général peu couronnés par la prestigieuse récompense littéraire. Cinq auteurs primés depuis 1901, « c'est très peu par rapport à toute la production littéraire », soutient Elara Bertho, chercheuse au CNRS et spécialiste des littératures africaines. « J'attends Ngugi wa Thiong'o depuis longtemps », avoue Elara Bertho. L'écrivain kényan, toujours cité au Nobel, n'a pour l'instant jamais été récompensé. D'autres noms sont espérés chaque année, comme celui du Sénégalais Boubacar Boris Diop ou du Nigérien Ben Okri, sans succès.

Un prix universel ?

Si Alfred Nobel avait pour but de destiner les prix Nobel aux « personnes ayant apporté le plus grand bénéfice à l'humanité », celui de littérature semble oublier certaines zones géographiques. « Il y a une prétention à l'universel qui est en fait un universalisme très eurocen-



tré dans sa manière de considérer les littératures mondiales », affirme Elara Bertho, autrice de l'article Écrivains « noirs » et prix littéraires. « Année après année, il y a des portions entières des littératures qui ne sont pas représentées. » C'est le cas de l'Afrique, mais pas que : Patrick White est le seul auteur récompensé de toute l'Océanie et l'Asie en compte sept sur tout le continent. Pour Sami Tchak, écrivain togolais ayant reçu le Grand prix littéraire d'Afrique noire, cette différence s'explique par la profusion de « grands écrivains » en Europe et en Amérique. « Il n'y a pas 30 Boubacar Boris Diop, Ben Okri ou Mia Couto en Afrique. Ceux qui méritent le Nobel sont une minorité si on doit se fier à la qualité de l'œuvre », affirme celui qui a écrit La couleur de l'écrivain. La chercheuse Elara Bertho parle quant à elle d'une « longue histoire d'invisibilisation des littératures africaines ».

L'omniprésence des langues européennes

Parmi les heureux lauréats provenant du continent, quatre écrivaient en anglais et un seul en arabe littéraire, au grand dam des auteurs africains francophones. « La franco-

phonie est réduite à sa portion congrue, à savoir la France », explique Elara Bertho. Avec 16 auteurs récompensés depuis 1901, la France domine le classement des pays primés au Nobel de littérature. Quant aux langues africaines, ce sont les grandes absentes, faute de visibilité. « Si nous parlons de littérature, nous en parlons pour la part qui est directement rattachée à l'Europe, donc celle qui est écrite surtout dans les langues européennes », décrit Sami Tchak. « Quand on parle de littérature africaine, on pense souvent à celles en français ou en anglais. On ne parle pas de la littérature wolof ou de celle en swahili, qui est pourtant l'une des plus grandes littératures du continent », déplore Elara Bertho. Selon la chercheuse, c'est aussi pour cette raison que l'œuvre du Kényan Ngugi wa Thiong'o est intéressante : depuis la publication de son livre Pour décoloniser l'esprit (1986) qui prône la décolonisation linguistique, l'auteur a cessé d'écrire en anglais. Il écrit désormais ses romans uniquement dans sa langue maternelle, le kikuyu. Pourtant, d'après Sami Tchak, c'est justement grâce à la traduction que les auteurs africains peuvent dépasser les frontières de leurs pays.

« Il faut se poser la question aussi de combien de personnes lisent en swahili par exemple ? », s'interroge l'écrivain togolais, qui a consacré tout un chapitre de La couleur de l'écrivain au « mal de langue ». « Personnellement, dans ma langue, j'aurais du mal à lire un texte. Mon propre roman, Femme infidèle, a été traduit dans ma langue maternelle. Quand j'essaie de le lire, ça donne plutôt un exercice de déchiffrement. »

Des romans majoritairement édités en Europe

« Pour briser ces dominations symboliques, il faudrait des prix littéraires en Afrique ou des maisons d'édition puissantes en Afrique », résume Elara Bertho. Seulement, si des coéditions naissent entre la maison d'édition sénégalaise Jimsaan et Philippe Rey ou entre Lomé et Grasset, les maisons d'édition puissantes manquent encore en Afrique. « Les auteurs du continent africain se font encore éditer dans des grandes maisons d'édition en Europe et dépendent de grands prix littéraires européens qui ont une vision eurocentrée de la littérature », rappelle la chercheuse, qui regrette un « système de légitimation extrêmement centralisé ». Sans espace autonome de validation, la visibilité internationale des auteurs africains repose majoritairement sur leur réception en Europe. « Mohamed Mbougar Sarr ne serait pas devenu ce jeune homme mondialement connu si ses textes avaient été publiés à Dakar », résume Sami Tchak en citant le lauréat du prix Goncourt 2021, qui évoque justement l'injustice éditoriale que subissent les romanciers africains dans La plus secrète mémoire des hommes.

C.R.

Bataille d'Issine

Importante étape ayant scellé la cohésion des peuples algérien et libyen

Les participants à une conférence sur la Bataille d'Issine, ont été unanimes à souligner, jeudi à Alger, que cette bataille avait scellé la cohésion des deux peuples algérien et libyen. Lors de cette conférence organisée par le Musée national du moudjahid à l'occasion du 66e anniversaire de cette bataille, sous le thème «Bataille d'Issine...histoire d'une cohésion, d'un soutien et d'une mémoire», M. Abdallah Athamnia, membre du Conseil scientifique du musée, a indiqué que cette bataille qui a eu lieu au Sud de la ville libyenne de Ghat, «a débuté par une embuscade menée par les moudjahidine algériens contre une cargaison d'armes française dans la ville de Djanet». «Par la suite, les moudjahidine se sont retirés dans les territoires libyens où ils ont été poursuivis

par l'armée d'occupation française qui a également bombardé le village frontalier d'Issine, en riposte à cette opération, avant que l'armée libyenne n'intervienne pour appuyer les moudjahidine contre l'armée française et remporter la victoire». Pour l'intervenant, la bataille «a ouvert la porte de la lutte contre le colonisateur français dans le sud-est de l'Algérie et contribué à lever le blocus sur le Nord». L'enseignant chercheur spécialiste de la région d'Azdjer (Illizi et Djanet), Youcef Oukassem a affirmé que «la France considérait que les enfants du sud sont différents de ceux du nord et qu'il était facile pour elle de prendre le contrôle de cette région très riche et séparer ainsi le sud du nord, mais à sa grande surprise, elle a dû faire face à une forte résistance populaire». ors de cette

bataille, une embuscade a été menée avec succès contre les camions de l'occupant français. Un avion sur les deux qui survolaient Djanet pour bombarder la région a été abattu et des moudjahidine ont tenté de faire exploser les entrepôts du colonisateur à l'aéroport de Djanet. Rappelant le "grand" soutien du peuple libyen à la Révolution algérienne, le chercheur a précisé que la Libye était «parmi les premiers pays à avoir soutenu la lutte armée de l'Algérie et les frontières des deux pays constituaient une zone stratégique pour introduire les armes». De son côté, l'enseignant au centre universitaire de Tipaza, M. Mohamed Ouadou, a parlé de la bataille d'Issine, d'après des témoignages de moudjahidine et responsables de la Révolution de l'époque, la qualifiant d'«es-

prit de la mémoire des deux peuples algérien et libyen», exhortant les historiens à «réhabiliter les relations historiques communes». Dans le même contexte, il a relevé que la Libye «était un point de passage d'armes destinées à la Révolution algérienne». Quant au soutien du peuple libyen à cette Révolution, l'enseignant a souligné «qu'il émanait de leur croyance en la sincérité de la lutte des Algériens». A l'occasion de cette rencontre qui s'est déroulée en présence d'enseignants, d'historiens et de moudjahidine, ainsi que d'étudiants et de représentants de la société civile, un film documentaire a été projeté, exposant plusieurs témoignages de moudjahidine de la région de Djanet sur cette bataille.

R.C.

Le Mondial 2030 sur trois continents

Une aberration écologique ?

→ Après le Qatar en 2022, les États-Unis, le Canada et le Mexique en 2026, la Coupe du monde 2030 sera organisée sur trois continents (Amérique du Sud, Europe et Afrique). Ce qui pose des questions sur l'impact environnemental.

Pour le centenaire de sa première édition en Uruguay, la Coupe du monde masculine « unira trois continents et six pays » (Argentine, Uruguay, Paraguay, Espagne, Portugal et Maroc, NDLR) a promis mercredi 4 octobre la Fifa, l'instance mondiale du football, qui doit encore valider les critères techniques et n'attribuera officiellement la compétition que fin 2024, comme prévu.

Mais avec l'approbation « unanime » de cet unique dossier par le Conseil de la Fifa, la route semble dégagée pour cette formule intercontinentale inédite, promettant un montage politique et logistique complexe et de nombreuses questions autour de l'impact environnemental des grands événements sportifs. « La Fifa poursuit son cycle de destruction contre le plus grand tournoi du monde », a réagi sur X (ex-Twitter) l'association Football Supporters Europe, déplorant une formule « horrible » pour les supporters et « sans considération » pour l'environnement.

Une édition 2022 au Qatar déjà décriée

Déjà, l'édition du Qatar en 2022 avait fait couler beaucoup d'encre. Sur les huit enceintes prévues pour recevoir le tournoi, sept étaient équipées de sys-



Le Mondial 2030 déjà décrié.

(Photo > D. R.)

tèmes de climatisation. Lors de son attribution, le tournoi devait se jouer comme d'habitude entre mi-juin et mi-juillet. Mais au Qatar, les températures peuvent atteindre 50°C en plein été. La Fifa avait finalement décidé de déplacer la compétition à l'automne, où la météo est plus douce. Et la climatisation devait fonctionner lors des pics de chaleur en pleine journée. Le Qatar est le pays qui détient le record d'émission de CO2 par habitant. Et pratiquement une année après cette édition, que sont devenues toutes ses infrastructures de ce Mondial considéré comme le plus cher de l'histoire ?

Après l'édition 2028 qui aura lieu aux États-Unis, au Canada et au Mexique, à 48 nations au lieu de 36, le choix des trois continents va encore plus loin. « La Fifa prend le chemin d'une compétition plus éclatée que jamais, alors

qu'elle avait l'occasion de dessiner pour 2030, année décisive pour le climat, ce qui aurait pu être une révolution écologique dans le format des événements internationaux », regrette dans les colonnes de L'Équipe Jérôme Suissa, délégué général de Notre affaire à tous, association qui cherche à faire reconnaître, au niveau pénal international, les atteintes les plus graves portées à l'environnement. « C'est un choix catastrophique en décalage complet avec les enjeux et l'urgence climatique », s'insurge aussi dans les colonnes de L'Équipe Antoine Miche, fondateur et DG de Football Écologie France.

Des pays organisateurs qui manquent déjà d'eau...

Car d'ici 2030, les ressources en eau du Maroc, de l'Espagne et du Portugal risquent de s'amenuiser encore plus. Selon le gouvernement portugais, 36% du territoire du pays se trouvait en situation de sécheresse sévère ou extrême en juin dernier. Les autorités por-

tugaises avaient décidé de rationner l'eau dans la région touristique de l'Algarve (sud). L'été dernier, dans le sud de l'Espagne, dans la région de Malaga, l'eau ne coulait plus au robinet la nuit afin de garantir l'approvisionnement en journée. À Barcelone, la mairie n'arrosait plus les pelouses, des restrictions d'eau avaient été mises en place pour l'agriculture et les entreprises.

Au Maroc, la sécheresse est devenue chronique. Cela fait plusieurs années que le pays est en stress hydrique. Les foyers marocains ont du mal à être fournis en eau potable. Récemment, quelque 11 milliards d'euros ont été débloqués pour doter le pays de 20 usines de dessalement au plus vite. Un dossier prioritaire, car la moitié de l'eau de mer désalinisée devrait servir à fournir en eau la population.

Il va pourtant bien falloir de l'eau pour arroser les terrains de foot dans ces trois pays et fournir les touristes en eau potable. Plus d'un million de visiteurs se sont rendus au Qatar pendant le Mondial 2022, selon l'agence de presse qatarienne QNA. Sans parler de l'empreinte carbone des déplacements des équipes et du public entre les trois continents. « En 2030, les émissions de CO2 autour de la compétition vont exploser : joueurs, supporters et dirigeants voyageront sans cesse par les airs, pendant un mois, traversant soit l'Atlantique, soit la Méditerranée », peut-on lire sur le site internet de l'Agence Ecolosport qui accompagne les acteurs du sport dans leur transition écologique.

2023 est désormais l'année la plus chaude jamais mesurée sur les neuf premiers mois, s'approchant d'une anomalie de 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle. Qu'en sera-t-il en 2030 ?

R. S.

EN DEUX MOTS

Ligue 1 (4^e journée) : Le Mouloudia d'Alger remporte son choc face à l'Entente

La première partie de la 4^e journée du championnat professionnel de Ligue 1 Mobilis, s'est déroulée le vendredi 6 octobre 2023. Le MC Alger qui recevait l'ES Sétif au stade Berrabah de Dar el Beida a réussi son coup en s'imposant (5-3) grâce à des buts des locaux Bayazid 10' et 56', Halaimia 25', Belaili 53', Merzougui 90+2', et Zeghad 29', Oukil 42', Bouchama 80' pour l'Entente.

A Constantine, le CSC s'est lui aussi bien comporté en battant son invité du jour, la JS Saoura 3-0 grâce à des réalisations de Belhocini 23', (P), Benchaà 43' et Dib 60'. Par contre, à Oran, il n'y a pas de but. Le match MC Oran - NC Magra n'a pas vu de vainqueur contrairement aux autres parties. Cependant, la surprise du jour nous est venue de Biskra où l'équipe locale, l'USB s'est fait humilier par le Paradou AC 5-0. Ait Abdessalem 7', Titraoui 11' et 60', Belkacem Bouzida 38' et Kohili 86' ont fait le travail pour les Algérois.

S. G.

Équipe nationale

Gouiri et Belloumi, les nouveautés de Belmadi

→ Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a dévoilé la liste des 25 joueurs en prévision du prochain stage des Verts et des matches amicaux contre le Cap Vert, le jeudi 12 octobre 2023 au stade du Chahid Hamlaoui de Constantine (20h), et l'Égypte le lundi 16 du même mois au stade Hazaa-Bin-Zayed d'Al-Aïn, aux Emirats Arabes Unis (20h, 17h heure algérienne). Pour ces deux sorties, le sélectionneur a fait appel à deux nouveaux joueurs, Amine Gouiri (Stade Rennais), Bachir Belloumi (SC Farense), alors que Himad Abdelli, Baghdad Bounedjah et Aimen Mahious ont disparu de la liste eux qui étaient présents lors du stage de septembre 2023.

Sofiane G.

La liste des joueurs :

Gardiens : Anthony Mandrea (SM Cean), Moustapha Zeghba (Damac FC), Oussama Benbot (USMA).

Défenseurs : Aïssa Mandi (Villarreal), Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis), Ahmed Touba (US Lecce), Ramy Bensebaini (Borussia Dortmund), Kevin Van Den Kerkhof Guitoun (FC Metz), Youcef Atal (OGC Nice), Rayan Ait Nouri (Wolverhampton), Haïthem Loucif (Yverdon Sport FC).

Milieux de terrain : Ramiz Zerrouki (Feyenoord Rotterdam), Hichem Boudadou (OGC Nice), Sofiane Feghouli (Fatih Karagümrük), Houssein Aouar (AS Roma), Farés Chaïbi (Eintracht Francfort), Adem Zorgane (RSC Charleroi), Abdelkhar Kadri (KV Courtrai).

Attaquants : Riyad Mahrez (Al Ahli), Badredine Bouanani (OGC Nice), Saïd Benrahma (West Ham), Amine Gouiri (Stade Rennais), Bachir Belloumi (SC Farense), Islam Slimani (Coritiba), Mohamed Amoura (Union Saint-Gilloise).

Tirage au sort de la Ligue des champions et la coupe de la CAF :

Le CRB et l'USMA connaissent leurs adversaires

→ Le tirage au sort de Ligue des Champions CAF Total Énergie et de la Coupe de la CAF a eu lieu ce vendredi 06 Octobre 2023 à Johannesburg en Afrique du Sud. Les deux clubs Algériens engagés dans ces compétitions inter clubs de la CAF, connaissent désormais leurs adversaires respectifs en phase de groupes.

Coupe de la CAF 2023/2024

L'USM Alger, tenant du titre de la Coupe de la Confédérations CAF 2023, a hérité du Groupe A, composé des équipes suivantes :

- 1 - USM Alger (Algérie)
- 2 - Future FC (Égypte)
- 3 - Super sport United (Afrique du Sud)
- 4 - Al Hilal Benghazi (Libye)

Ligue des Champions CAF 2023/2024

Le CR Belouizdad évoluera dans le groupe du tenant du titre, Al Ahly SC, il affrontera au sein du groupe D, les équipes suivantes :

- 1 - CR Belouizdad (Algérie)
- 2 - AL Ahly SC (Égypte)
- 3 - Young Africans (Tanzanie)
- 4 - Medeama SC (Ghana) ■



Quotidien national d'information. Édité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.

Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse, 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er} Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75.

Compte bancaire : CPA 103 400 089711. T14, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs :

Gérant, directeur de la publication :

Abdelwahab Djakoune

Rédacteur en chef :

Radia Zerrouki

Composition PAO La Nouvelle République Impression Alger : SIMPRAL

Tirage : 2500 exemplaires

16 - Pages

Oran : SIO. Constantine : SIE

Diffusion centre : SEDICOM Ouest :

SPDO Est : El Khabar Sud : Trag diffusion

Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail pub :

lnr98publicite@yahoo.fr

→ Pour votre Publicité s'adresser A :

L'Entreprise Nationale de

communication, édition et de

Publicité Agence ANEP 01, Avenue

Pasteur Alger.

Téléphone : 021 73 71 28/021 73 76

78/021 74 99 81, FAX : 021 73 95 59.

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Conception : Studio Baylaucq Paris,

France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou tout

autre document adressés à la rédaction

ne peuvent faire l'objet d'une quelconque

réclamation.

en direct

Équipe nationale

Gouri et Belloumi, les nouveautés de Belmadi

le match à suivre football

Ligue 1 (4e journée)

Le Mouloudia d'Alger remporte son choc face à l'Entente

Ligue des champions et la coupe de la CAF

Le CRB et l'USMA connaissent leurs adversaires

Carl Lewis à RFI

«Quand on me reconnaît dans une gare, on me demande si je peux battre le train !»

Sur RFI, cette star que tout le monde souhaiterait approcher. «Carl Lewis, parle de ces dix minutes lors des JO d'Atlanta en 1996, dix minutes tellement historique qu'il ne pouvait les oublier, parce qu'elles lui rappellent une autre star capable de le battre en saut en longueur, mais qui avait échoué James Beckford en est à son dernier essai, racontait-il, il court, saute, atterrit sur le sable et c'est fini.»

A son tour «Il me reste un saut, mais j'ai gagné avec 8,50 mètres, alors je ne le tente même pas. Je me lance aussitôt dans un tour du stade en courant.» Des souvenirs qui ne s'effacent pas, ils marquent l'athlète à tout jamais «Dans mon pays ! À cet instant, je sais que ce sera la dernière fois. Et tout le stade se lève pour m'applaudir. Pendant dix minutes !» Pour lui «le temps s'est arrêté» et mieux encore, se rappelle-t-il. «Les organisateurs ont attendu que j'ai fini mon tour du stade pour lancer d'autres épreuves. Dix minutes ! Ça, c'était vraiment spécial. Vous avez ces moments dans la vie qui sont uniques, qui ne se reproduisent pas et vous le savez quand vous les vivez. C'était à ce moment-là».

Que choisir aux JO ou championnat du monde?

Il y a eu cette question qui l'invitait à faire la différence pour un athlète entre les JO et les Championnats du monde ? Comme il fallait s'y attendre, pour un athlète il ne peut y avoir de différence. «J'aime les deux, mais les JO, c'est spécial. Tous les quatre ans, il y a deux jours où tu dois être prêt. Pendant 12 années, je devais être au meilleur durant ces deux jours. C'est extrêmement difficile... Il peut se passer tellement de choses, une maladie, une indigestion, un souci familial, une blessure en marchant pieds nus. Nos meilleurs escrimeurs un Afro-Américain et une jeune femme musulmane.



■ Carl Lewis se lance dans la course au Sénat.

(Photo > D. R.)

Sans hésiter il répondit par : «En Amérique, il y a des choses supers et d'autres beaucoup moins. Nous sommes un melting pot. Et malgré tout ce qui se passe ici, chaque année, nos sports intègrent un peu plus de diversité. Par exemple, nos meilleurs escrimeurs sont un Afro-Américain et une jeune femme musulmane. Et cela va continuer, quoi qu'il arrive. Le sport permet cet ascenseur social, il complétera par dire que l'olympisme, c'est aussi l'opposé de la division que l'on voit partout actuellement aux États-Unis. Cela permet aussi de penser aux autres et pas uniquement à soi-même... Même en ne gagnant pas, on peut être à son meilleur. En commençant par battre son record personnel, par exemple. Mais si vous voulez exceller à quelque chose, il faut travailler. Mon conseil : entraînez-vous du lundi au vendredi pour être prêt le samedi. Vous aurez des échecs, vous ferez des erreurs, mais cela fait partie de l'apprentissage. Donc, rêvez grand et vous y arriverez !

65 victoires consécutives sur 10 ans

On lui fait rappeler dans l'entretien qu'en 1981, il était l'homme le plus rapide du

monde, il avait au compteur 65 victoires consécutives sur 10 ans en saut en longueur et sa carrière s'étale sur 17 années. Pourquoi s'est-il professionnalisé dans ce sport ? Il explique : «On me battait pour la professionnalisation, c'était d'obtenir l'égalité. En grandissant, j'ai suivi la longue carrière de la joueuse de tennis Billie Jean King et du joueur de basket Bill Russel. Je regardais la NBA, la NFL et le baseball et les joueurs étaient tous des professionnels. Alors, je me disais «pourquoi pas nous ? ». Nous aussi, nous travaillons dur. Lors de mes deux derniers JO, j'ai réussi à être considéré comme un pro. Mais cela n'a pas été facile. Les autorités de l'athlétisme et de l'olympisme se sont battues contre la professionnalisation. Mais à partir de 1992, les joueurs de la NBA sont allés aux JO, donc il n'y avait plus de raisons qu'il y ait une différence avec les autres sportifs».

En conclusion il dira : «La professionnalisation a permis aux athlètes des carrières plus longues ! Cela permet aux athlètes une meilleure reconnaissance, plutôt que d'être la star d'un jour... Chaque JO intègre de nouveaux sports. En 1969, ma mère et mon père ont lancé

un club d'athlétisme pour les filles. Ma mère, enseignante, voulait que les filles soient sur les pistes de courses, mais elle n'a essayé que des refus.

Du coup, elle a créé son club. J'avais 8 ans. On a passé nos étés avec mes frères et ma sœur à y jouer, à regarder les autres s'entraîner et s'améliorer. Sans ce club, je suis sûr que je ne serai pas là aujourd'hui.»

Aujourd'hui, vous courez toujours ? «Quand on me reconnaît dans une gare, on me demande si je peux battre le train ! J'ai couru pendant 18 ans. Maintenant, je ne cours plus. Entre nous, je n'aime pas courir... plus de 200 mètres. Mais à 62 ans, je fais beaucoup de vélo, je fais des exercices. Mais l'âge, mon Dieu, quel challenge ! Je cours tellement lentement quand je fais de la distance. C'est comme un guépard... à trois jambes.»

Une synthèse de H. Hichem

- Bein sports 1 : Grenade - FC Barcelone à 20h
- Bein sports 2 : Naples - Fiorentina à 20h